

“hd

Centre
pour le dialogue
humanitaire



*Empowered lives.
Resilient nations.*

Citoyenneté vigilante

Ce que disent 800 sahéliens

Rapport National Sénégal

*Études des perceptions des facteurs d'insécurité
et d'extrémisme violent dans les régions frontalières du Sahel*

Ces études des perceptions ont été réalisées par le Centre pour le dialogue humanitaire

Le Centre pour le dialogue humanitaire (HD) est une organisation de diplomatie privée fondée sur les principes d'humanité, d'impartialité et d'indépendance. Sa mission est d'aider à prévenir, atténuer et résoudre les conflits armés par le biais du dialogue et de la médiation. Pour plus d'information : www.hdcentre.org

Clause de non-responsabilité

Les points de vue exprimés dans cette publication sont ceux des auteurs, et ne représentent ni n'engagent la responsabilité du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

UNE RECHERCHE « ÉPIQUE, ATYPIQUE ET STRATÉGIQUE »

Ce projet d'étude des perceptions des facteurs d'insécurité et d'extrémisme violent dans les régions transfrontalières du Sahel a représenté une opportunité unique d'entreprendre une recherche d'envergure et innovante à un niveau régional sur des thèmes mondialisés tels que la violence armée, la radicalisation, le jihadisme et la sécurité. L'ouverture caractérisant l'esprit de ce projet et le choix d'écouter les populations, de traiter leurs perceptions et représentations donnaient l'orientation générale, généreuse et ambitieuse. Nous ne savons en général que fort peu ou sinon rien sur la manière dont les populations les plus exposées perçoivent et traitent la violence armée, l'extrémisme, l'insécurité. En effet, il existe un paradigme dominant s'agissant de ces questions généralement vues de manière descendante (*top-down*) par les institutions nationales et internationales, privilégiant l'approche politiste, sécuritaire, policière et militaire du radicalisme violent d'inspiration religieuse.

Si les perceptions et les représentations ne sont pas des restitutions forcément précises de la réalité, elles concourent à en esquisser l'épaisseur, l'intensité, la granularité, le bruit, la tonalité, le contraste. On pense que le plus souvent ce qui est *perçu* est une distorsion, une vision exagérée de ce qui est effectivement *vécu* ; mais l'écart-type du vécu-perçu peut également se traduire de manière inverse, par une restitution atténuée et filtrée. Nos enquêtés s'expriment le plus souvent avec sobriété quand il faut en venir à décrire les malheurs et le danger mortel qu'ils ont endurés. Ce que disent 800 Sahéliens laisse entrevoir une rationalité en acte de la part d'individus-agents en situation de précarité, souffrance et vulnérabilité – dont il y a beaucoup à apprendre en termes de résistance et de résilience.

Les lecteurs de ces rapports, issus d'une recherche socio-anthropologique inscrite dans une approche humanitaire, doivent prendre en compte, outre la difficulté et la dangerosité, la dimension expérimentale de cette enquête menée en parallèle dans huit pays de l'espace sahélien : cette coupe à la fois large et profonde, opérée dans un temps très court, a permis de repérer et signaler des axes d'action et de réflexion jusque-là ignorés ou sous-évalués, des pistes de recherche fécondes, des réseaux latents et solidaires à mobiliser. Il conviendra de poursuivre ce travail exploratoire.

En l'espace de cinq à huit jours, 59 enquêteurs ont parcouru aller-retour près de 24'000 kilomètres pour sillonner les zones frontalières reliant le Sénégal à la Mauritanie et au Mali, celles communes au Mali, au Burkina et au Niger, ainsi que celles des pays du lac Tchad, à savoir le Nigeria, le Cameroun et le Tchad. L'enquête par questionnaire a été en mesure de recueillir les réponses de 698 personnes au total, réparties sur huit pays du Sahel, avec par ordre décroissant, 147 personnes au Mali (représentant 21% de l'échantillon régional) ; 120 au Nigeria (17%) ; 100 au Niger (14%) ; 88 en Mauritanie (12%) ; 74 au Sénégal (10%) ; 71 au Tchad (10%) ; 60 au Burkina-Faso (8%) et 38 au Cameroun (5%). Des entretiens complémentaires et approfondis ont en outre touché plus d'une cinquantaine de personnes dans le cadre de consultations annexes.

Les équipes ont pu identifier 80 personnes ressources conviées par la suite à rejoindre Abuja, Bamako, Dakar, N'Djaména, Niamey, Nouakchott, Ouagadougou et Yaoundé pour confronter et échanger leurs perceptions des facteurs d'insécurité et d'extrémisme violent dans leurs zones frontalières respectives. Des entretiens ont également été organisés, dans la mesure du possible, avec des « sympathisants » ou « repentis » des groupes armés. Enfin, des consultants nationaux et internationaux ont été sollicités pour produire des études de cas et des éclairages conceptuels complémentaires.

La mise en place d'équipes composées uniquement de chercheurs et enquêteurs universitaires nationaux, l'organisation et la mise en œuvre de l'enquête de terrain simultanément dans huit pays, l'impératif de faire suivre un protocole de sécurité et de communication pour l'ensemble des enquêteurs disséminés

dans des zones transfrontalières de conflit, la venue de personnes ressources dans les capitales ont représenté un défi considérable : il a fallu constamment réajuster la planification aux divers aléas et contraintes administratifs (autorisations, coordination avec les autorités), politiques (contexte post-électoral au Nigeria, de transition au Burkina Faso), sécuritaires (attentats de Boko Haram dans la région du lac Tchad), financiers (transfèrements inaboutis, dépassements budgétaires), techniques (coupure électricité, internet), climatiques (saison des pluies), culturels (mois de Ramadan), etc.

Notre choix d'avoir travaillé avec des chercheurs universitaires nationaux a été stratégiquement payant. Il s'agissait du profil le plus adapté pour établir une méthodologie d'enquête adaptée aux réalités locales, pour identifier les itinéraires d'enquête pertinents, pour sélectionner les bons enquêteurs et, enfin, pour mener une analyse perspicace des résultats d'enquête. La méthodologie commune a émané des interactions engagées avec les huit équipes nationales et résulte ainsi d'un travail collectif. Avant même de chercher à comprendre comment les Sahéliens des régions transfrontalières nomment et conçoivent les phénomènes liés à ce que nous appelons « extrémisme violent » et « (in)sécurité », il nous a fallu définir les mots de l'enquête en termes simples et aisément traduisibles dans les langues locales sollicitées lors de nos entretiens. Ces termes ne font pas nécessairement sens auprès de l'habitant vivant dans des zones très peu densifiées où la présence de l'État et de ses institutions reste somme toute plus symbolique que véritablement opérationnelle et programmatique. Quant à l'analyse des données, nous avons sciemment ignoré l'habituelle taxinomie des groupes armés et la lecture politiste du facteur religieux pour nous concentrer sur une conceptualisation qui colle au plus près des perceptions des habitants des régions transfrontalières.

Dans l'ensemble des régions couvertes, les populations ont accueilli favorablement les enquêteurs et se sont confiées à eux sans problème majeur sur toute cette phase critique du travail de terrain. Au Mali, les habitants ont notamment salué le courage des enquêteurs venus jusqu'à eux pour poser des questions aussi directes et allant à l'essentiel. Au Nigeria, nos équipes furent bien accueillies par les enquêtés d'autant que c'était souvent la première fois que quelqu'un venait à leur rencontre.

Il faut préciser – car c'est un fait assez inhabituel – que dans certaines régions transfrontalières considérées comme « risquées », aucune de nos équipes n'a été encadrée par des forces de l'ordre et de la sécurité au cours de leur travail de terrain. Nos équipes devaient bien entendu à chaque fois signaler leur présence et prendre contact avec les autorités publiques et les responsables militaires des provinces où elles se rendaient. Ce fait n'est pas anodin car, pensons-nous, il touche à un enjeu de perception et a renforcé aux yeux des habitants la neutralité de notre entreprise. Fort heureusement, aucun enquêteur n'a été inquiété malgré des incidents de sécurité survenus parfois à proximité immédiate.

Parmi les observations, les résultats, les thèmes de réflexion, il y a des faits qui pourraient, en première lecture, apparaître peut-être embarrassantes à entendre, car clairement les perceptions des personnes interviewées font ressortir des éclats de vérité dont il faut pourtant prendre connaissance. Mais il y a aussi dans leurs propos et leur vision une demande d'État, un souci de normalité et de sécurité indissociables d'une citoyenneté en devenir. Les propos – parfois tragiques – des enquêté(e)s ont le mérite de ne pas laisser entrevoir l'avenir de manière foncièrement apocalyptique. Nous avons évité de poursuivre *l'heuristique de la peur* même si, au bout de cette enquête, il est désormais acquis que la radicalisation est un phénomène amené à durer et avec lequel il va falloir composer. A l'heure où la Communauté internationale se trouve engagée dans une seconde « guerre contre le terrorisme » au Moyen-Orient, les questions traitées ici ne sont pas seulement de dimension locale.

Burkina Faso - 6 enquêteurs
1'500 km – 5 jours

60 entretiens
Villages de 6 localités
Langue : Fulfuldé

Cameroun - 6 enquêteurs
1'500 km – 8 jours

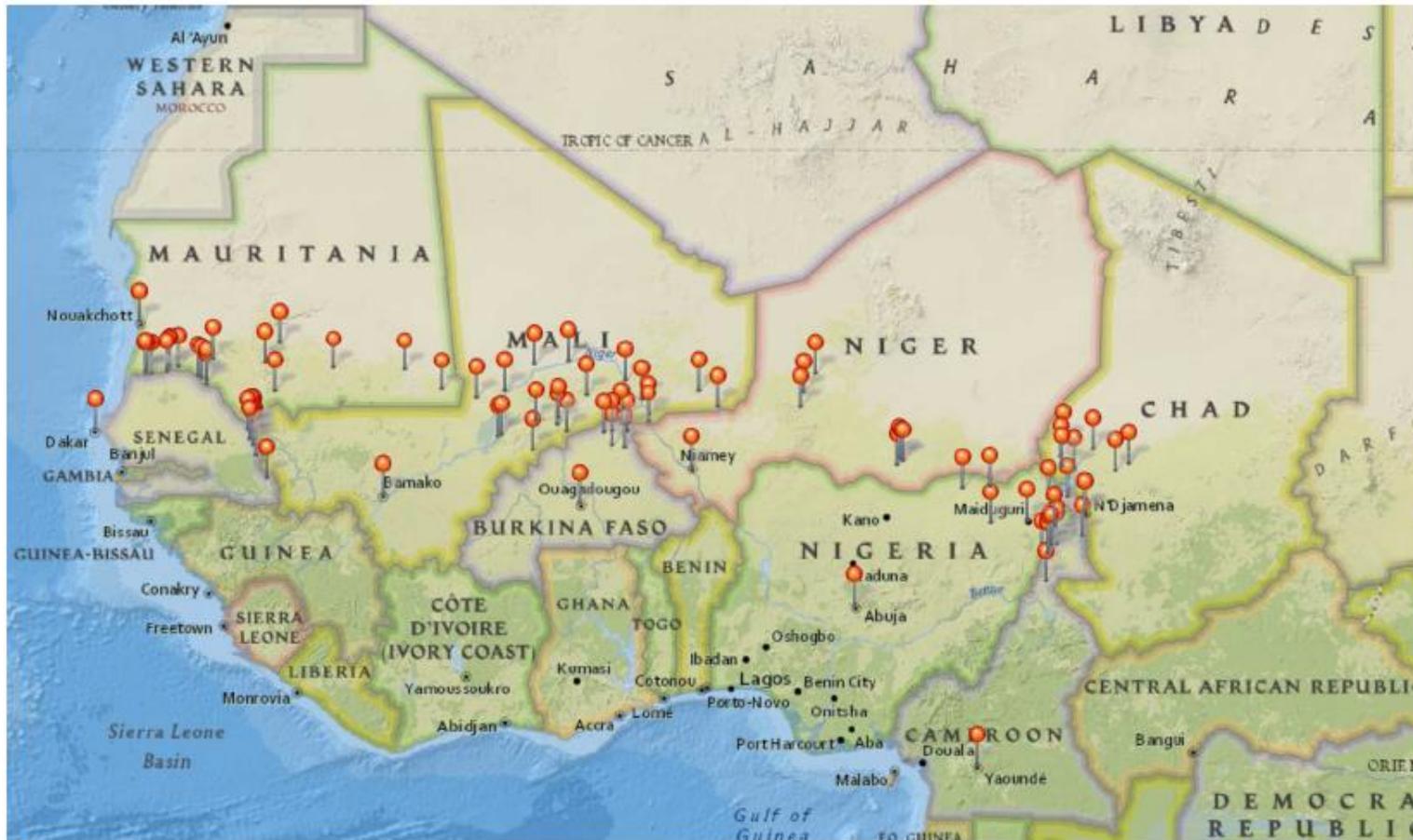
38 entretiens
Villages de 6 localités
Langues : Mandara, Fulfuldé, Arabe-choa, Kotoko, Kanuri, Gamargou, Podoko, Matal, Mafa et Kapsiki

Mali - 9 enquêteurs
8'000 km – 12 jours

147 entretiens
Villages de 15 localités
Langues : Fulfuldé, Tamasheq, Arabe-Hassanite

Mauritanie - 6 enquêteurs
2'500 km – 7 jours

88 entretiens
Villages de 16 localités
Langues : Pulaar, Hassanya, Wolof



Niger - 9 enquêteurs
4'000 km – 6 jours

100 entretiens
Villages de 12 localités
Langues : Haoussa, Tamasheq, Fulfuldé

Nigeria - 9 enquêteurs
1'600 km – 7 jours

120 entretiens
Villages de 8 localités
Langues : Anglais, Hausa, Yoruba, Ibo

Sénégal - 6 enquêteurs
2'800 km – 6 jours

74 entretiens
20 villages
Langues : Wolof, Français

Tchad - 8 enquêteurs
2'000 km – 6 jours

71 entretiens
Villages de 8 localités
Langues : Arabe local, Kanembou, Boudouma

8 capitales
8 entretiens de groupe

80 personnes
ressources

MENTION ET REMERCIEMENTS

Responsables de la recherche

Rapport national

Dr Abdourahmane SECK, Université Gaston Berger, Centre d'étude des religions, Saint-Louis Sénégal

Enquête terrain

Dr Rachid Id YASSINE, Université Gaston Berger, Centre d'étude des religions, Saint-Louis Sénégal

Pour mener à bien cette recherche, l'équipe nationale s'est entourée des personnes suivantes :

Enquêteurs

Un remerciement tout particulier est adressé aux enquêteurs qui se sont rendus dans des régions frontalières parfois dangereuses pour recueillir les perceptions de leurs habitants.

Khadidiatou DIA, Université Gaston Berger, Centre d'étude des religions, Saint-Louis Sénégal

Muhammad BA, Université Gaston Berger, Centre d'étude des religions, Saint-Louis Sénégal

Mandiaye SAMBOU, Université Gaston Berger, Centre d'étude des religions, Saint-Louis Sénégal

Fatou SALL, Université Gaston Berger, Centre d'étude des religions, Saint-Louis Sénégal

Cheikh Tidiane MBOW, Université Gaston Berger, Centre d'étude des religions, Saint-Louis Sénégal

Nous remercions également les enquêtés, ainsi que toutes les personnes et autorités qui ont soutenu les équipes dans leur travail d'enquête. Enfin, nous souhaitons remercier tous les participants à l'entretien de groupe en capitale pour leurs contributions riches et variées.

Experts thématiques

Me Boubine TOURE, avocat inscrit au Barreau du Sénégal, consultant international

Khadidiatou DIA, doctorante, Université Gaston Berger, Centre d'étude des religions, Saint-Louis Sénégal

Muhamad BA, doctorant, Université Gaston Berger, Centre d'étude des religions, Saint-Louis Sénégal

Blondin CISSÉ, philosophe, Université Gaston Berger, Centre d'étude des religions, Saint-Louis Sénégal

Cheikh NDIAYE, documentaliste, Université Gaston Berger, Centre de documentation de l'UFR des Civilisations, Religions, Arts et Communication

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ	p.1
INTRODUCTION	p.4
ÉTAT ET CITOYENNETÉ, RELIGION ET IDENTITÉ	p.6
1. Islam confrérique vs non confrérique, terme et enjeux d'un clivage Les voies soufies de l'islamisation du Sénégal L'islam réformiste Tendances confrériques et non confrériques : entre émulation, compromis et complémentarités	
2. Sénégal : aux racines d'un modèle d'État-Nation Le « Contrat social » sénégalais : entre héritages sociaux et projet démocratique La religion dans les actes publics de violence	
RELATIONS INTERCOMMUNAUTAIRES ET TRANSFRONTALIARITÉ	p.12
1. Auto-perceptions communautaires Les questions de subsistance économique La dimension positive de la frontière au niveau social et culturel Le sentiment d'être à la marge de l'espace national	
2. Perceptions des risques et des menaces La compréhension des défis géographique et sociopolitique Le sentiment porté sur la réalité et la qualité de la présence du dispositif sécuritaire	
3. Ressources de la résilience	
RADICALISATION : INDICES ET PROCESSUS	p.19
1. Perceptions des enquêtés Le clivage islam confrérique / non confrérique : vers une montée des périls ? L'extrémisme violent dans les imaginaires et discours populaires Justifications de la violence en matière de religion et (non) acceptation communautaire Médias et entendement communautaire du jihadisme	
2. Le traitement sécuritaire au niveau national Cadre législatif, juridique et mobilisation politique face à la menace Indicateurs de risque et d'exposition à la menace Étude de trois cas récents de menace	
ROLES DES FEMMES ET DES JEUNES	p.28
1. Approche genre des perceptions dans les résultats de l'enquête Genre et perception des sources sécuritaires Genre et perception de l'extrémisme religieux	
2. Femmes et jeunes : perceptions des rôles Vulnérabilité, insécurité et nouvel ancrage dans la communauté Rôles des femmes en pleine mutation La mutation davantage ambiguë du rôle des jeunes	
QUE FAIRE ?	p.32

RÉSUMÉ

Les réceptions sur le terrain de notre équation de recherche : sens et enjeux

Les perceptions sur les facteurs du radicalisme violent d'inspiration religieuse n'ont pas été, sur le terrain, une proposition de recherche allant de soi. Les enquêteurs ont tous ressenti, de manière plus ou moins profonde, le sentiment d'avoir été en décalage par rapport aux préoccupations immédiates de l'enquête. Bien loin d'être ignoré ou tu, l'enjeu sécuritaire est quasi omniprésent, mais il a surtout pour nom : marginalisation, enclavement, vol de bétail, etc. La crainte du jihadisme reste cependant réelle et ses possibles facteurs au Sénégal sont bien désignés par nos enquêtés. Leurs arguments portent essentiellement sur ce qu'ils estiment être la vulnérabilité des jeunes face à l'argent des recruteurs jihadistes. Les enquêtes montrent aussi que l'existence de la menace jihadiste dans le Sahel, comme enjeu mondialisé et financiarisé, est incorporée à la dynamique conflictuelle locale (querelles entre pasteurs et agriculteurs, par exemple). Toutefois, la menace jihadiste (avérée, relativisée, contestée) cristallise un certain discours social sur ce qui serait une spécificité sénégalaise, à savoir un pays de paix et d'entente familiale, traversé par un islam soufi, tolérant. Cette croyance, pertinente ou idéalisée, constitue une importante ressource de résilience.

Les déterminants de l'insécurité

Les institutions communautaires majeures, notamment les écoles, les centres religieux et les institutions culturelles, n'ont jamais été touchées par des actes de violence ou d'intolérance grave en rapport avec le religieux. Par contre, l'enquête documentaire révèle des situations d'émeute en lien avec l'actualité politique ou sociale qui ont occasionné des destructions de biens (bâtiments, voitures, archives) appartenant à l'État. Une certaine activité criminelle persiste, conduisant également à des attaques plus ou moins spectaculaires contre des boutiques, entreprises, postes, banques, mais aussi et surtout des vols de bétail. Le problème est souligné dans les deux zones nord et est du pays et décrit comme banditisme transfrontalier. Les déterminants majeurs de l'insécurité dans les deux communautés frontalières ciblées sont principalement identifiés comme le résultat de conflits socioprofessionnels, en particulier les litiges entre agriculteurs et pasteurs. Secondairement, nos deux zones étant situées dans des axes migratoires importants, leur nature de zone de transit est perçue comme un déterminant d'insécurité face à des populations de passage, non intégrées et porteuses de pratiques sociales différentes. Cette question est davantage marquée dans la zone est, où l'exploitation de minerais attirent de nombreux jeunes africains venus de partout.

Communautés frontalières : facteurs et réseaux de résilience

Nous retenons l'idée que les populations des zones nord et est interrogées s'auto-perçoivent comme des communautés enclavées et souffrant d'un faible encadrement étatique qui génère un sentiment collectif de vulnérabilité. Elles considèrent en même temps leur ancrage frontalier comme facilitant des opportunités commerciales et un accès moins cher aux biens de consommation et d'équipement. Ces communautés développent une forte conscience de continuités sociales et socioprofessionnelles. Elles estiment appartenir aux mêmes familles, partageant les mêmes univers physiques et climatiques. Elles vivent dans des espaces où s'opèrent de très forts flux commerciaux et humains et sont diversement exposées du point de vue de la liberté de mouvement. Les populations de la zone nord, à la différence de celles de l'est, se sentent lésées par les mesures inopinées de fermeture de la frontière décidées par les autorités mauritaniennes. Ces communautés frontalières que nous avons interrogées ne sont pas vraiment encore des acteurs organisés et mobilisés à partir de réseaux établis et visant à contrer le radicalisme religieux violent. Cependant, elles partagent et promeuvent un même type de discours de pré-

vention. Celui-ci insiste sur l'éducation, le raffermissement de la cellule familiale, la promotion du dialogue entre l'État et le leadership religieux confrérique, le renforcement des mécanismes traditionnels comme le cousinage à plaisanterie entre ethnies et entre noms de famille, la diffusion de la culture de l'interprétation différente. Sont ainsi donc identifiés comme devant être aux avant-postes de ces engagements : les institutions éducatives, religieuses et culturelles. De même, l'agriculture, dans ces différents sous-secteurs, est perçue comme un levier principal d'amélioration des conditions de vie des populations. Le manque d'eau est toutefois signalé en zone est, avec une demande forte de réalisation de mini barrages garantissant un accès régulier à cette ressource.

État et demandes citoyennes à la frontière : une critique par excès d'attachement ?

Deux sentiments semblent dominer dans les perceptions des traitements apportés contre l'insécurité par l'État et les autorités locales. C'est d'abord le sentiment que l'État ne surveille pas assez la frontière, perçue comme trop poreuse. Ce sentiment est surtout exacerbé par le caractère peu visible d'un dispositif sécuritaire dissuasif. C'est ensuite le sentiment ultime que le Sénégal disposerait, en vertu de l'exemplarité de son modèle de stabilité, de ressources réelles de protection des communautés mais qui demeurent discrètes. Les différentes enquêtes menées ont été, par ailleurs, de hauts lieux de prise de parole et de participation citoyenne au débat sur l'état de la nation, ses contradictions, son devenir historique. Il est frappant de voir, dans un contexte ambiant de forte modernité mais aussi de critique acerbe contre l'État, l'insistance avec laquelle nos enquêtés préconisent le renforcement des élites sociales et religieuses intégrées, en considérant qu'elles sont un bouclier contre l'extrémisme, de même qu'ils en appellent à « un mieux et un plus d'État ».

Femmes, jeunes et radicalisme violent

Les femmes et les jeunes sont considérés, en dépit de la persistance de discours d'ordre les confinant dans des rôles mineurs, comme d'importants acteurs de prévention et de sensibilisation contre le radicalisme. C'est le statut social traditionnel qui les définit comme les gardiens de l'avenir, les exposant en même temps comme cible stratégique des extrémistes violents qui cherchent à anéantir les sociétés locales. Cette ultime vulnérabilité est prise en charge par les femmes et les jeunes qui ainsi entreprennent de construire des leaderships respectés au sein de leurs communautés, à travers des désirs d'engagement visant la défense de celles-ci, mais aussi la promotion de leurs causes spécifiques. Ces projections conduisent à des rêves d'épanouissement ancrés dans l'espace communautaire et non dans d'incalculables projets d'exil et/ou de migration. Les jeunes demandent à être enrôlés et servir là où les services de l'État, notamment la police et la gendarmerie, ne sont pas encore suffisamment présents ; les femmes, aux avant-postes des activités de subsistance, demandent plus de présence des partenaires du développement.

L'État face aux questions sécuritaires

59,4% de l'échantillon total de l'enquête perçoit l'État comme capable de faire face, tout seul, aux groupes armés. Cette opinion largement favorable indique que l'État sénégalais jouit de la position d'un acteur majeur et crédible dans la prise en charge des enjeux sécuritaires. Au plan juridique, au Sénégal, l'ensemble des textes adoptés comme conventions internationales sont en vigueur car ils sont signés et ratifiés par le Sénégal. Outre la Charte des Nations Unies et celle de l'Union Africaine et leurs contenus adoptés par le Sénégal, il existe une législation nationale spécifique qui punit tout acte d'agression extérieure par individus ou par bandes organisées quelles que soient les motivations des agresseurs. Le Sénégal a également dans son code pénal des dispositions répressives par rapport aux agressions extérieures. Au niveau des forces de défense et de sécurité, l'État a enclenché une politique de restructuration de sa politique nationale, marquée par une volonté de mettre en synergie le travail des différents

services et surtout d'augmenter l'appui aux missions de renseignement. Le mot d'ordre est d'empêcher que les terroristes ne franchissent la frontière. Les populations sont associées à la mobilisation par des rappels fréquents à la vigilance, depuis le sommet de l'État et aussi au niveau des différents grands rendez-vous religieux.

INTRODUCTION

Au-départ de Saint-Louis, à 260 km au nord de Dakar, six enquêteurs ont sillonné les zones de Podor, Rosso et Kidira pour mener 74 entretiens semi-directifs avec des habitants de zones frontalières aux profils socioprofessionnels variés. L'équipe a parcouru 2 800 kms en six jours d'enquête et procédé à 103 heures d'entretien. Cette enquête a permis d'identifier 10 personnes ressources qui ont ensuite été conviées à Dakar pour confronter et échanger leurs perceptions des facteurs d'insécurité et d'extrémisme violent dans leur zone frontalière. L'analyse des résultats présentée dans ce rapport est par ailleurs étayée d'une recherche documentaire détaillée et d'informations recueillies par et auprès d'experts nationaux thématiques.

Situé à l'avancée la plus occidentale du continent africain dans l'Océan Atlantique, au confluent de l'Europe, de l'Afrique et des Amériques, et à un carrefour de grandes routes maritimes et aériennes, le Sénégal bénéficie d'un emplacement géographique privilégié, voire stratégique. L'espace sénégalais reste, pour autant, relativement petit en comparaison avec ses voisins malien et mauritanien avec un kilométrage frontalier en conséquence également réduit. Notre enquête s'est concentrée sur deux zones, nord (Podor et Rosso) et est (Kidira), dont la proximité immédiate avec la Mauritanie et le Mali constituait une source d'analyses pertinente pour le sujet d'étude.

Zone Nord : Rosso et Podor

Le fleuve Sénégal sépare de 300m deux villes dites jumelles, Rosso du Sénégal et Rosso de la Mauritanie. Située à la frontière avec la Mauritanie, Rosso est l'une des quatre villes du delta du fleuve Sénégal (les autres étant Saint-Louis, Richard Toll et Dagana) et ce n'est qu'en 2002 qu'elle est devenue une commune de plein exercice du département de Dagana dans la région de Saint-Louis. Entre 2002 et 2013, la population de Rosso du Sénégal est passée de 9 388 à 15 870 habitants, soit une forte croissance démographique de 69% selon les recensements¹. Multiethnique, Rosso du Sénégal est habitée en majorité par les wolofs (73%), présents dans toute la région du Delta, ainsi que par les groupes ethniques haalpular, maure et soninké qui constituent respectivement 21%, 0,4% et 0,3% de la population. Sur le plan économique, la ville de Rosso repose sur le secteur primaire, et plus précisément l'agriculture (riz et maraichage notamment), et sur le secteur tertiaire en raison de la branche dynamique du commerce.

Le département de Podor est l'un des trois chefs-lieux de département de la région de Saint-Louis (Saint-Louis et Dagana), et également le plus grand et le plus peuplé avec 37 0751 habitants selon le dernier recensement de 2013. La ville de Podor est la plus septentrionale du Sénégal, notamment limitée à l'Est et au Nord par le fleuve Sénégal. Sur le plan économique, le département de Podor est peu attractif et enregistre de forts taux d'exode des jeunes et d'émigration. Le secteur primaire (agriculture et élevage - le plus grand cheptel de la région) est le plus important face à un secteur secondaire inexistant et un secteur tertiaire qui réalise de faibles performances.

Zone Est : Kidira

Kidira, qui se situe à plus de 600 km de Dakar, est une ville très enclavée du département de Bakel, région de Tambacounda, à la frontière avec le Mali. C'est une localité qui est située sur l'un des affluents du fleuve Sénégal qu'est la Falémé. En 2008, la commune de Kidira comptait 5 239 habitants, contre 10

¹ Recensement Général de la Population et de l'Habitat, de l'Agriculture et de l'Élevage de 2013

065 selon le recensement de 2013. Les groupes ethniques les plus présents dans cette commune sont les peuls et soninkés. Les infrastructures de santé et celles de l'éducation font largement défaut ce qui laisse une idée sur le niveau de vie de la population, dans une des régions les plus pauvres du Sénégal (un indice de pauvreté de 62,5, d'après les résultats de ESPS² II). Kidira est également un carrefour d'échanges et de commerce transfrontaliers entre le Sénégal, le Mali et une partie de la sous- région. Ainsi, l'économie de Kidira se fonde assez largement sur le commerce, le bureau des douanes de Kidira réalisant l'une des plus grandes entrées de fonds pour l'économie sénégalaise. Ce bureau participe à hauteur de 90% des recettes obtenues au chapitre de liquidation de marchandise de la douane de l'inspection régionale du Sud-Est. Enfin, l'activité économique dans cette ville est également soutenue par l'agriculture et l'élevage.

L'analyse du recueil inédit de la parole des populations locales les plus vulnérables et concernées par l'enjeu sécuritaire dans les zones frontalières du Sahel se structure autour de quatre considérations exemplaires de la complexité du sujet d'étude. En effet, le présent rapport permet d'abord de situer les perceptions à travers des éléments de contextualité - État et citoyenneté, religion et identité (I) -, avant de relever les perceptions des relations intercommunautaires et de la transfrontaliarité (II). Ces deux premières étapes facilitent la compréhension des indices et processus de radicalisation (III), avant de mettre en perspective les rôles des femmes et des jeunes (IV). Le rapport conclut sur des pistes de réflexion.

² Enquête de Suivi de la Pauvreté au Sénégal

ÉTAT ET CITOYENNETÉ, RELIGION ET IDENTITÉ

Ce qu'il faut retenir :

- Qualifié de pays stable, le Sénégal doit cette réputation à un modèle ancien de complémentarité des pouvoirs temporel et spirituel (État et Marabouts). On parle ainsi de « contrat social sénégalais ». C'est aussi un pays où la démocratie est de mieux en mieux affirmée, sans être immunisée contre les violences meurtrières.
- Pays majoritairement musulman, le Sénégal reste partagé entre des identités islamiques confrériques plurielles et une kyrielle de mouvements religieux non confrériques. Cette configuration entraîne des enjeux de positionnement souvent marqués par des querelles, avec destruction de biens et parfois mise en péril de l'intégrité physique des acteurs.
- Même si on note un fort discours critique contre l'État, la pertinence politique de son existence n'est pas remise en cause. En effet, tant en milieu urbain qu'en contexte frontalier, le discours critique ressemble plus à une demande d'État et de services publics qu'à un rejet de celui-ci.

1. Islam confrérique vs non confrérique, terme et enjeux d'un clivage

1.1 Les voies soufies de l'islamisation du Sénégal

En fonction des sources, l'islamisation du Sénégal remonte entre le 9^e et le 11^e siècle, mais c'est surtout à la fin du 19^e siècle qu'on assiste à l'islamisation de masse. Il s'agit d'un islam soufi, encadré par des confréries.

On dénombre au Sénégal quatre grands groupes confrériques : les qâdires, les tidianes, les mourides et les layènes. L'essentiel des musulmans au Sénégal s'identifient comme d'obédience soufie. Le soufisme est une doctrine dans l'islam dont les partisans revendiquent une compréhension profonde et non pas seulement littéraliste de la parole divine, une proximité, voire une fusion avec son mystère. Il est bâti sur une logique d'entraînement et d'encadrement spirituel. L'encadrement peut être aussi social. Dans le contexte sénégalais, il est traditionnellement admis que le marabout est à la fois guide spirituel et tuteur social.

L'enquête communautaire illustre également cet ancrage du soufisme à travers une socialisation religieuse que les *daaras* (écoles coraniques) assurent auprès de la population. 56,4% des personnes interrogées disent avoir bénéficié d'une instruction religieuse dans le cadre de ces écoles coraniques.

REPARTITION DES ENQUETE(E)S SELON LEUR ENGAGEMENT SOCIAL :		
Engagement religieux	Voie confrérique (<i>ta-riqa</i>)	55,4%
	Association religieuse	8,1%
Autre engagement	Parti politique	16,2%
	Association uniquement culturelle	9,5%
	Entité socio-économique locale	8,1%
	Organisation syndicale	6,8%
	Structure type ONG	1,4%
	Autre	4,1%

Lecture : 55,4% des enquêté(e)s sont engagés dans une voie confrérique.

Source : notre enquête

L'islam soufi, ou des confréries, a gardé pendant longtemps, et jusqu'à aujourd'hui, la réputation d'être un islam tolérant, voire relâché et surtout dépolitisé. Son aspect populaire favorise cette image qui est contredite par la complexité des groupes et sous-groupes confrériques. A l'intérieur de chaque grand groupe confrérique, on dénombre en effet une diversité de tendances avec des particularités plus ou moins prononcées. On trouve ainsi des cercles, des mouvements, des associations, des localités prônant un engagement politique évident dans le débat sociétal ou bien un rigorisme sans faille dans la pratique religieuse. Ces tendances ont souvent été qualifiées de « poches rigoristes » à l'intérieur du phénomène confrérique. Le champ de l'islam soufi ne cesse de s'agrandir avec des cheikhs, de plus en plus autonomes vis-à-vis des grandes familles confrériques, qui « ouvrent » de nouvelles filières en recrutant dans divers milieux.

1.2 L'islam réformiste

Une autre tradition d'islam existe au Sénégal. Elle a été longtemps appelée « islam réformiste ». Le mouvement se développe au Sénégal autour de jeunes étudiants rentrés du Maghreb dans le contexte d'ébullition des années 1950. Ces jeunes sénégalais sont perçus comme étant sous l'influence des idéologies panarabes et indépendantistes. Ils s'engagent en politique contre le régime colonial et prônent une réforme de l'enseignement coranique. Ses animateurs ont été plus ou moins marginalisés par le nouvel État indépendant qui a choisi de renforcer plutôt son alliance avec les grands chefs confrériques. Ce n'est qu'à la faveur de la révolution iranienne de la fin des années 1970 que le mouvement bénéficie d'un second souffle avec la naissance de la *Jama'atou Ibadou Rahmane* (rassemblement des serviteurs du Miséricordieux). Les ibadou rahmane vont accentuer le débat islam confrérique/non confrérique et séduire une partie de la jeunesse urbaine et scolarisée. De façon générale, la société sénégalaise se retrouve à la même époque en proie à des débats sociétaux importants entre intellectuels laïcs et intellectuels réformistes (non toujours ibadou rahmane) que l'on considérait comme porteurs d'un islam politique, à la différence des leaders confrériques. La mosquée inachevée de Dakar, située dans la zone de l'aéroport, devient durant les années 1980 le haut lieu de cet islam réformiste, cherchant à promouvoir un projet de société islamique en substitution du projet laïc de développement qui aurait échoué. Les imams de cette mosquée vont souvent faire, du reste, l'objet d'arrestations par la Division des investigations criminelles (DIC) à l'issue de certains de leurs prêches.

A partir des années 1990, on assiste à une profonde mutation de ce champ avec l'arrivée nouvelle d'une pluralité de groupes et de tendances (tabligh, wahhabiya, salafiya, etc.). Mais le nom des ibadou rahmane persistera et servira à désigner l'ensemble de ces segments. L' enrôlement de la jeunesse au sein de ces différents groupes devient un trait marquant du paysage religieux. Les filles se voilent et les garçons se mettent aux pantalons courts et à la barbe longue. Le mouvement reste cependant émietté, chaque groupe demeurant jaloux de sa spécificité. A partir des années 2000, le mouvement semble devenu moins fiévreux. L'islam réformiste critique le pouvoir d'intercession des saints. Ce positionnement leur vaut un rejet de la part de la majorité des populations qui les considèrent comme des musulmans sous influence « arabe » et aussi des « sectaires », des « radicaux », des « extrémistes » et des « gens qui ne comprennent pas grand-chose à l'islam ».

L'ORIGINE EXTERIEURE DE L'EXTREMISME VIOLENT ?

La majorité des enquêté(e)s pensent que l'extrémisme violent vient de l'extérieur de la région sahélienne (68,9%). Cette opinion est plus forte dans le Nord du pays (82,9%) que dans l'Est où ils sont proportionnellement près de quatre fois plus à penser que l'extrémisme violent provient de l'intérieur des pays du Sahel, constituant 78,2% de ceux qui le pensent. Aussi, les personnes ayant bénéficié d'une instruction religieuse dans les daaras, tout comme celles qui appartiennent à une confrérie ou association religieuse sont proportionnellement plus nombreuses que leurs hétérologues respectifs à partager cette opinion (respectivement 72,3% et 71,4%).

Source notre enquête

« Les ibadou ont été assimilés à des jihadistes car les discours sont identiques. La perception est donc que ce sont les mêmes groupes » (propos d'un enquêté).

Entre les deux camps confrériste et réformiste, la polémique existe certes, mais elle n'empêche pas des emprunts réciproques et des compromis dynamiques. Ainsi, les questions liées à la laïcité de l'État ou à la dépravation des mœurs, singulièrement la question de l'homosexualité, ou à la franc-maçonnerie sont à l'origine de multiples campagnes de dénonciation conjointement menées par des acteurs islamiques qui transcendent alors les appartenances confrériques et non confrériques.

A côté de la mouvance réformiste, un islam chiite noir est aussi en train de prendre son essor, notamment en contexte urbain et surtout dans la zone est du pays. Il revendique une indépendance intellectuelle vis-à-vis des vieilles trajectoires de l'islam politique sénégalais, nourrit un discours critique à l'égard des confréries, prône le mariage temporaire et promeut d'importantes actions de développement, agricoles notamment. Cette tendance est au cœur de polémiques publiques plus ou moins régulières qui lui garantissent, d'une certaine manière, l'audience publique nécessaire à ses campagnes de recrutement.

1.3 Tendances confrériques et non confrériques : entre émulation, compromis et complémentarités

Chacun de ces différents camps, sur la base de sa lecture doctrinale des traditions islamiques, tente de se promouvoir et de développer son offre d'encadrement spirituel à l'égard des sénégalais. Dans cette perspective, les incidents sécuritaires ne manquent pas (verbal ou physique), et sont systématiquement présentés comme des réactions à des offenses subies. En effet, dans un contexte médiatique dense, chaque propos sur le religieux, confidentiel ou public, peut faire l'objet d'un « buzz » susceptible d'affrontement ou de vindicte communautaire. Cependant, dans les relations entre les forces religieuses et la vie publique sénégalaise, on enregistre de plus en plus l'émergence d'un discours religieux demandant à l'État de garantir l'expression de toutes les sensibilités religieuses. C'est donc au cœur même de la pluralité religieuse qu'émerge des voix citoyennes de demande d'État protecteur et équidistant des forces partisans.

De manière croisée à ces dynamiques, l'espace public est saturé de manifestations d'unité et d'unanimité religieuse. Chaque camp, à travers ses communicateurs traditionnels, s'attache à exceller dans la mise en valeur des liens de parenté l'unissant à tous et à tout le pays. Chaque camp s'impose la quasi obligation de rendre des visites sociales aux autres camps et rappelle, à chaque occasion, son ancrage dans les propositions universelles : « *nous sommes tous musulmans* », « *toutes les voies mènent à Dieu* », « *nos chefs spirituels sont tous des parents* » (propos d'enquêtés).

D'une dynamique à l'autre, on a de la sorte un pluralisme religieux sénégalais qui est le lit de logiques à la fois d'émulation, de concurrence et de complémentarité avec des moyens de régulation complexes alliant constamment défiance et échange de bons procédés.

2. Sénégal : aux racines d'un modèle d'État-Nation

Le Sénégal, dans ses formes actuelles, relève d'une histoire coloniale relativement récente et courte (entre fin 19^e et début 20^e siècle). Ce facteur colonial de transformation a opéré dans un contexte où

prévalaient deux autres types de pouvoir : traditionnel d'une part et islamique de l'autre. Les articulations entre ces différentes matrices ont généré un processus d'interpénétration qui donne à voir des phénomènes intéressants d'accommodement, d'influence et d'instrumentalisation réciproque. Progressivement, se développe un modèle politique de commandement et de gestion du territoire sous le contrôle d'élites liées par des rapports d'intérêts complémentaires. D'un côté, la puissance coloniale met en place son économie de traite. De l'autre l'élite religieuse consolide ses nouvelles positions d'intermédiaires privilégiés de l'ordre colonial, sur les ruines des aristocraties païennes qui venaient d'être militairement défaites. Enfin, ces mêmes élites païennes se retrouvent recyclées, en tant que chefferies de cantons souvent, dans le nouvel système de commandement territorial³. C'est ainsi qu'on assiste à la naissance au Sénégal du modèle de complémentarité de pouvoirs dotés de légitimités sociales et politiques différentes, et qui va s'ériger en marque de fabrique de sa vie politique.

2.1 Le « Contrat social » sénégalais : entre héritages sociaux et projet démocratique

Avec les indépendances, l'État national reconduit ce principe de complémentarité des pouvoirs qui est aussi appelé « Contrat social sénégalais » (Donald-Cruise O'Brien), tout en promouvant activement de nouvelles formes d'ascension sociale liées à l'école et aux carrières administratives, civiles et militaires. Ces nouvelles matrices de légitimité sociale dites modernes vont venir se juxtaposer (et télescoper) à celles qualifiées de traditionnelles (hiérarchisation sociale des castes) ou religieuses (préséance sociale des marabouts sur les disciples).

Les identités, tout comme la vie politique sénégalaise, restent aujourd'hui encore marquées par cette pluralité des imaginaires, discours, légitimités et héritages rattachés aux différents tournants ayant façonné l'histoire du pays. De la sorte, le citoyen sénégalais se meut dans un archipel d'identités et d'allégeances qui entretiennent des rapports variés, selon les individus et les communautés. Pourtant, on a longtemps cru que les mutations culturelles, sociales et politiques allaient, par l'urbanisation, l'éclatement de la cellule familiale de base ou encore l'ouverture sur le monde, conduire à une fragilisation, voire à un déclin des allégeances primaires et secondaires (origines familiales, territoriales, claniques, religieuses, etc.)⁴. Cette vision consensuelle trouve dans les propos de cet enquêté une illustration majeure :

UNE SATISFACTION POPULAIRE DE L'ÉTAT ?

La majorité des personnes interrogées (60,8%) estiment disposer des services sociaux de base, ce que les données qualitatives nuancent fortement à travers les insatisfactions formulées. Ceci dit, les résultats présents révèlent bien les disparités entre les régions Est et Nord où 74,3% des habitants interrogés estiment disposer des services sociaux de base, tandis que la majorité (51,3%) s'inverse à l'Est. Les services de l'État sont bien moins présents contrairement au Nord grâce au développement agricole. Les femmes (73,1% d'entre elles) et les jeunes (69,6%), mais aussi les personnes sans activité professionnelle (68,4%), et celles dont le niveau d'instruction est inférieur au secondaire (66,7%), estiment mieux disposer des services sociaux de base que leurs hétérologues respectifs. Les personnes les plus vulnérables sembleraient donc être aussi les moins exigeantes et les plus enclines à se satisfaire spontanément de la situation. Ce relatif paradoxe s'expliquerait par une perception euphémique de la réalité, ce que semble indiquer les résultats similaires (écart 0,8 point) entre ceux qui ont et n'ont pas d'enfant, celui-ci supposant une dépendance des services sociaux de base (école, santé) plus forte.

Source notre enquête

³ Ces processus ont fait l'objet de beaucoup d'études par différents chercheurs dont Boubacar Barry, Donald Cruise O'Brien, Momar-Coumba Diop, Mamadou Diouf.

⁴ Sur ce pronostic et le maintien des forces socioreligieuses, on peut se reporter utilement à notre ouvrage : *La question musulmane au Sénégal. Essai d'anthropologie d'une nouvelle modernité*, Paris, Karthala, 2010. On peut aussi se référer à l'ouvrage récemment sorti : *État, islam et sociétés au Sénégal. Un air de nouveau temps ?*, sous la direction d'Abdourahmane Seck, Mayke Kaag, Cheikh Gueye et Abdou Salam Fall, Paris, Karthala, 2015.

« Le Sénégal est grand si l'on veut, mais on peut dire qu'il ne compte que quelques maisons en réalité. Pour toute chose, il suffit juste que quelques confrères se rassemblent, lient langue et de là plus aucun nuage ne peut continuer de persister » (propos d'un enquêté).

Appropriée par une grande partie de la population, cette vision consensuelle très forte finit par faire partie des ressources de la résilience. En effet, elle constitue un horizon représentatif de l'idéal communautaire qu'il ne faut pas rompre. Elle est produite mais devient, à son tour, productrice d'exigence de paix et de stabilité. Ainsi 36,5% des personnes interrogé(e)s dans le cadre de l'enquête communautaire pensent que l'État et la religion interdisent ensemble les mêmes délits et crimes. Dans cette optique, on peut faire remarquer que la promotion de la démocratie au Sénégal ne semble se réaliser, de manière paradoxale ou paradigmatique, qu'avec la promotion concomitante de grands médiateurs que sont les dépositaires des héritages religieux et traditionnels : marabouts, chefferie traditionnelle, Eglise. Le conflit en Casamance, qui perdure pourtant depuis 1982 au Sud du Sénégal, n'est aucunement présent dans la conscience des enquêtés des zones frontières du Nord et de l'Est comme menace pour l'unité et la sécurité nationales.

2.2 La religion dans les actes publics de violence

Le caractère consensuel de l'organisation de la vie politique n'est cependant pas toujours une garantie suffisante d'immunité contre la violence. En effet, au moment où le Sénégal consolide son image de « vitrine démocratique de l'Afrique » à la suite de sa deuxième alternance démocratique en 2012, un Collectif des familles des victimes des violences pré-électorales convoque son État devant la cour de Justice de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pour répondre à 32 dossiers composés, dont 8 cas de décès et 24 cas de torture.

UNE CONFIANCE POPULAIRE EN L'ÉTAT POUR ASSURER LA SECURITE ?

Quand on les interroge spontanément, les enquêté(e)s se sentent majoritairement en sécurité dans leur région (68,9%), ce qui toutefois ne signifie pas que de fortes inquiétudes existent. En effet, ils témoignent d'un besoin de la présence d'une force armée qu'ils perçoivent très majoritairement comme « rassurante » (85,2%), et même « très rassurante » (59,5%). Toutefois, l'opinion favorable à cette présence varie selon l'identité institutionnelle de ces forces, allant de 48,6% des enquêté(e)s favorables à « la présence de forces armées (uniquement) africaines » à 45,9% s'il s'agit de forces internationales (onusiennes). En revanche, une majorité d'entre eux sont défavorables à « la présence de « forces armées occidentales » (50%), dont 73% y sont « très défavorables ». L'État sénégalais garde la confiance des enquêté(e)s avec 87,8% d'entre eux qui l'estiment capable d'assurer leur sécurité.

Source notre enquête

Ces violences s'inscrivent dans une longue série allant de 1960 à nos jours. Très souvent, peu d'attention fut accordée à la symbolisation que les acteurs de la violence, qu'ils en soient auteurs ou victimes, faisaient de leurs actes. Dans les trois cas que nous présentons ici la dimension religieuse de l'action mérite d'être soulignée.

La tentative d'assassinat du Président Senghor à la Grande Mosquée de Dakar

Août 1967, à l'occasion de la grande prière de la Tabaski à laquelle assiste traditionnellement le Président de la République Léopold Sédar Senghor, un homme se lève, pistolet à la main, et tire à deux reprises sur le Président avant d'être maîtrisé. La balle n'est pas partie. L'homme en question s'appelle Moustapha Lô. Il est identifié, par la suite, comme un disciple de la confrérie Tidiane et un proche du Marabout Cheikh Tidiane Sy, alors en prison et dont il est un cousin. Il est aussi soupçonné d'être un

militant Diaïste, du nom de l'ancien compagnon puis adversaire du Président Senghor, lui aussi en prison au moment de l'attentat. Arrêté et condamné à la peine capitale, Moustapha Lô est demeuré dans les consciences populaires en raison d'un dialogue qu'on lui prête avec son juge le jour de l'exécution de la sentence. Face à son peloton d'exécution, l'histoire populaire retient qu'il a, dans son ultime heure, accompli une prière de deux rakkat (cycle de postures) et s'est adressé ainsi à son juge: « Quant à vous, je ne sais pas ce qui vous attend, mais moi je meurs la conscience tranquille, en martyr ».

Les Moustarchidin Wal Moustarchidat dans la tourmente du meurtre de six policiers

Le 13 mai 1993, à l'issu d'un processus électoral incertain, le juge constitutionnel maître Babacar Sèye est assassiné à bord de son véhicule par un commando de trois hommes. Dans la foulée des arrestations multiples, Moustapha Sy, leader de l'important mouvement des Moustarchidin Wal Moustarchidat⁵, est arrêté à la suite de déclarations publiques indiquant qu'il détenait des preuves sur les circonstances, le lieu et l'identité des commanditaires et des tueurs du juge. Il déclarera aussi être en mesure d'attenter à la vie du Président, mais n'être pas intéressé par cela. Le 16 février 1994, le pays est en état de choc. Cinq policiers ont été massacrés, le sixième succombera à ses blessures, par des hommes cagoulés et portants des gilets avec des inscriptions en arabe. C'est le mouvement de Moustapha Sy qui est alors accusé, dissout puis interdit sur l'ensemble du territoire national. Un grand nombre de ses partisans sont arrêtés, plus d'une centaine au total. Son mouvement est accusé d'avoir assassiné à coups de couteaux, coupe-coupe et pistolets, les six agents de l'État au cours d'une marche non autorisée visant à atteindre le Palais de la République et faisant suite à un rassemblement politique organisé par plusieurs partis politiques de l'opposition. Le mouvement n'a jamais reconnu les faits.

Le cas Mamadou Diop

La mort de Mamadou Diop a été, sans doute, l'incident le plus médiatisé dans le cadre des violences qui ont accompagné la période pré-électorale de 2012. Beaucoup de portraits de lui, micro en main, ont circulé dans les grands journaux, mais aussi dans les réseaux sociaux. Le vendredi 27 janvier 2012, lors d'un grand rassemblement organisé par l'opposition politique, Mamadou Diop a officié, en tant que muezzin, aux différentes prières. Dans un entretien qu'il nous accorda ce jour même, dans le cadre d'une autre recherche, cet étudiant nous confiait que la volonté politique de l'ancien Président de rechercher un troisième mandat n'était pas acceptable pour lui. Cette volonté n'était pas seulement une insulte à la démocratie sénégalaise, mais surtout un affront à l'idée qu'il se faisait du « Sénégal d'Amadou Bamba, de El-hadji Malick Sy, de Seydina Limamou Laye »⁶ et il nous confia être déterminé et prêt à mourir en martyr s'il fallait. Mamadou Diop est mort quelques heures à peine après cet entretien, dès les premiers affrontements entre la police et les manifestants, mortellement fauché par un des cars des forces de l'ordre. Il est devenu une icône de la résistance populaire face au projet de Wade de se représenter à un troisième mandat présidentiel.

⁵ En fait, à l'origine il s'agit surtout d'une daahira (cercle), mais son évolution a fini par imposer le concept de mouvement socio-religieux pour le qualifier. Par ailleurs, le mouvement finira par se doter d'un parti politique dénommé Parti de l'Unité et du Rassemblement (PUR), en 2000. Les termes *moustarchidine* et *moustarchidates* sont de l'arabe et désignent les jeunes-hommes (garçons) et jeunes-femmes (filles) qui sont dévoués ou engagés dans la religion ou le chemin de Dieu.

⁶ Ces trois personnages sont les pères fondateurs des confréries sénégalaises. Ahmadou Bamba (1853-1927), fondateur du Mouridisme. El-hadji Malick (1855-1922), considéré comme le propagateur de la tidjaniyya au Sénégal. Seydina Limamou Laye (1843-1909), cette figure d'islam au Sénégal s'est plutôt considérée comme le Mahdi. On parle de sa communauté comme d'une confrérie, mais ses partisans récusent ce terme et considèrent qu'ils sont la Oummah islamique.

RELATIONS INTERCOMMUNAUTAIRES ET TRANSFRONTALIARITÉ

Ce qu'il faut retenir :

- Les habitants des zones frontalières interrogés se perçoivent tour à tour comme des laissés-pour-compte du point de vue de l'éloignement des grands centres urbains (Dakar, Saint-Louis, Tambacounda, Bakel), et comme des privilégiés du point de vue des opportunités commerciales avec les pays voisins (Mauritanie/Mali).
- Les vols de bétails ainsi que les migrations saisonnières liées à l'agriculture et aux industries extractives sont perçus comme des déterminants majeurs de la dégradation des liens intercommunautaires.
- Les communautés frontalières ne se perçoivent pas comme victimes de radicalismes violents.
- Les institutions éducatives, religieuses et culturelles sont perçues comme les leviers majeurs de la résilience dans les zones nord et est du pays.

1. Auto-perceptions communautaires

« Le fait de pouvoir vendre des marchandises qui viennent du Mali et qui sont moins chères, est un des avantages. L'autre fait important est que nous avons des parents là-bas et leurs villages sont pour nous nos propres villages » (propos d'un enquêté dans la zone de Kidira)

Les données recueillies permettent de considérer l'ancrage frontalier comme une base de production d'un sentiment identitaire collectif marqué par un certain nombre de caractéristiques.

1.1 Les questions de subsistance économique

Les différences de prix de part et d'autres des frontières nord et est sont reconverties en avantage de consommation et opportunité de commerce par les populations résidentes près de ces frontières. Il s'agit surtout de l'accès aux produits de consommation et d'équipement, essentiellement l'huile, le sucre, le lait, la viande et l'électroménager. Les perceptions notées sont explicites et s'expriment à l'image de ces quelques extraits d'entretien :

«La vie ici est moins chère, il suffit de prendre la pirogue pour aller faire des achats » ; « Le trafic y est dense, nous commerçons avec la Mauritanie, où le sucre est à 450 francs là-bas contre 700 francs à Dakar ou même 600 francs ici » ; « On achète par-là toutes nos marchandises. C'est moins cher ».

Le caractère illicite de certaines de ces transactions est bien soulevé par les enquêtés, à la fois pour le regretter par rapport aux contrecoups sur l'économie nationale, mais aussi pour le justifier par rapport à la pauvreté frappant les zones frontalières, comme le souligne cet enquêté :

« Ces échanges transfrontaliers nuisent gravement à l'économie sénégalaise, [mais] cela arrange la population locale qui a un faible pouvoir d'achat ».

De manière générale, l'opportunité commerciale en question semble plutôt vécue comme un mal nécessaire. L'aspect illicite est d'ailleurs relativisé parfois et on parle de « tolérance » de la part des agents de contrôle, surtout en période de fêtes.

1.2 La dimension positive de la frontière au niveau social et culturel

La frontière apparaît comme constitutive d'une opportunité constante de découvertes et de rencontres, voire de double appartenance. C'est sous ce rapport que le symbolique devient aussi décisif que le matériel, avec de multiples avantages comme :

« le fait de vivre entre deux cultures de deux pays différents et de pouvoir en bénéficier en même temps » ; « linguistiquement, on est riche car on parle au moins deux langues » ; « Les avantages se traduisent par notre relation avec les Maliens qui fait que nous considérons le Mali comme notre deuxième pays » ; « (...) On est aussi plus ouvert sur les autres cultures, avec les Mauritaniens » (propos d'enquêtés).

Dans la zone Est en particulier, on peut relever deux faits qui semblent importants. Le premier est que les enquêtés font eux-mêmes référence à plusieurs reprises aux identités politiques sous-régionales en se les appropriant : « C'est la dynamique des échanges et la rencontre avec des personnes de la sous-région » ; « On est à côté d'un pays limitrophe avec lequel on partage l'espace UEMOA⁷ ». Le second est qu'il semble déjà exister, notamment à travers l'organisation d'activités sportives, des cadres populaires effectifs d'échanges culturels qui tirent, par le haut, les réglementations intérieures des pays.

« Nous sommes toujours en contact avec les Maliens, donc culturellement nous apprenons beaucoup car les Maliens nous invitent à leur fêtes et nous aussi. En outre, dans nos clubs de football, il y a beaucoup de Maliens qui viennent de Di-boli et qui participent aux navétanes⁸, comme le règlement nous le permet ».

Comparativement, nous ne notons pas d'exemples similaires dans la zone Nord, ni par rapport à la revendication d'une identité sous-régionale, ni par rapport à l'existence déjà effective de cadres partagés d'émulations sportives et culturelles. Par contre, les enquêtés se réfèrent de manière forte à l'idée de *famille* et de *parenté* de part et d'autre du fleuve : « j'ai de la famille des deux côtés de la frontière » ; « (...) les gens se connaissent et il y a complémentarité entre les cultures, comme les manières de danser, la cuisine et tout ça. C'est très enrichissant ». L'expression « gens du fleuve », souvent revenue dans les différents échanges, laisse penser que le fleuve lui-même semble être mobilisé comme symbole d'une communauté distincte et en partage.

1.3 Le sentiment d'être à la marge de l'espace national

L'idée de transfrontaliarité mobilise par ailleurs des imaginaires et discours désavantageux. C'est au plan politique que ceux-ci se manifestent en premier lieu avec un sentiment récurrent de désintégration par

⁷ Union monétaire et économique ouest-africaine.

⁸ Le terme a deux sens courants. Le premier désigne les mouvements saisonniers de travailleurs agricoles souvent à la recherche d'emplois journaliers dans les plus ou moins grandes exploitations. Le second désigne le vaste mouvement populaire qui a lieu, à chaque hivernage, et qui voit dans tous les quartiers du pays, les jeunes s'organiser dans le cadre d'Associations sportives et culturelles, pour mener ensemble divers championnats. C'est dans ce deuxième sens qu'il faut ici comprendre le terme.

rapport à l'espace national. Les enquêtés ont le sentiment de vivre dans un espace flou et marginal dans lequel le « national » est peu présent, en termes de symboles. Certains enquêtés font remarquer, sous ce rapport, que les insignes les plus courants de la République (notamment le drapeau national) ne sont pas identifiables par une partie de la population. D'autres estiment qu'il existe une réelle confusion dans le marquage des limites territoriales. On peut noter du reste, ainsi qu'un de nos interlocuteurs de la zone Nord le rappelle, la persistance d'un imaginaire politique d'une frontière historique se superposant, de manière conflictuelle, avec une frontière officielle et politique⁹ :

« (...) et puis cette frontière est le travail de Senghor et d'Ould Daddah sans lesquels la Mauritanie ferait toujours partie du Sénégal. Hassan II disait que la frontière du Maroc, c'est le Sénégal ».

De manière similaire, d'autres estiment qu'avant l'indépendance la frontière entre le Sénégal et la Mauritanie était à 45 km du fleuve. A l'est, des cas de villages sénégalais qui seraient soumis à des taxes maliennes sont signalés par les enquêtés. Au cours de l'entretien de groupe, les acteurs en provenance de la zone Est, ont vivement souhaité une politique étatique de réhabilitation et de réintégration dans l'espace national des populations vivant à la frontière et dont certaines ne sauraient même pas de quel côté (sénégalais ou malien) de la frontière elles vivraient. Selon leurs témoignages, même les opérations actuellement initiées de marquage et démarquage de la frontière sont en train de causer des conflits, du fait de cette incertitude qui a longtemps prévalu dans la prise en charge administrative et politique de ces populations.

« Sur la transfrontalière, vers Kenyéba, vers Diniogobou les populations se demandent si elles sont sénégalaises ou pas... » (propos d'un enquêté, zone Est).

« Dans le Nord, on considère que le fleuve Sénégal sépare les deux pays, mais à Démet vers Waladé vous ne vous dites pas que vous êtes au Sénégal, les gens ont dans la poche des Ouguiya¹⁰... pourtant ce sont des Sénégalais » (propos d'un enquêté, zone Nord).

2. Perceptions des risques et des menaces

Sur les 74 personnes interrogées, seules 22 (29.7%) ont le sentiment de ne pas être en sécurité. Deux sources principales informent les perceptions notées dans un sens ou un autre. A noter ici que l'expérience personnelle d'épisodes d'agression détermine la perception générale, favorable ou non favorable, que l'on a du contexte. *« (...) je me sens complètement en sécurité ici, on vit dans l'harmonie. Il n'y a pas de problème de violence. Oui, des chamailleries, bagarres ou autres, mais rien d'anormal ».* Dans d'autres commentaires, par contre, le fait d'avoir été victime ou témoin d'agression renforce le sentiment d'insécurité. *« On le vit constamment. Il y a des nuits avec des voleurs, on les a chassés maintes fois. Ils volent du bétail, violent les jeunes filles dans les maisons ! ».*

⁹ L'écriture historique n'est pas seulement le fait d'un pouvoir central et étatique. Elle est aussi le fait des mémoires populaires qui opposent aux versions officielles de l'histoire des versions alternatives. Ce qui est dénoncée dans cette citation, c'est bien le caractère artificiel du tracé officiel de la frontière Nord. Il lui est opposé le souvenir d'une frontière qui serait davantage historique et appropriée par la culture populaire.

¹⁰ Monnaie mauritanienne.

2.1 La compréhension des défis géographique et sociopolitique

Le vécu en zone de transit et de migration saisonnière ou de travail semble contribuer à cristalliser le sentiment d'insécurité.

« Tout Rosso est très inquiet. (...) C'est une frontière, ici, il y a des gens qui viennent du Nigéria, du Mali qui viennent transiter sans argent, pour passer ils font du banditisme. C'est très fréquent. On a demandé des patrouilles et un numéro vert, je l'ai personnellement proposé à la police ».

Dans un registre d'ordre écologique, « *ce que je crains surtout, c'est la digue du fleuve, l'eau monte, et la digue est en mauvais état* ». Dans la même veine, les enquêtés développent, pour certains d'entre eux, le sentiment que les potentiels agricoles ou miniers de leurs localités sont aussi des sources de vulnérabilité. Dans la zone Est, par exemple, le sentiment d'une intensification du caractère stratégique du lieu s'accompagne de la montée d'un discours dont la portée mériterait d'être éclairée :

« Suite aux problèmes en Côte d'Ivoire, Kidira est devenu un point de transit vers les autres pays de l'Afrique. La ville a connu une extension avec le développement du commerce et les immigrations internes, notamment des Baol-Baol ».

L'impact de la situation sécuritaire liée à l'extrémisme religieux violent se fait aussi sentir :

« Mais on est en sécurité temporairement, car on sent qu'avec le Mali et les frontières avec la Mauritanie, ce n'est pas sûr ! On croit beaucoup que cela peut venir de la Mauritanie avec les Touareg aussi et Boko Haram, c'est facile de rentrer au Sénégal ».

L'analyse de la dynamique régionale s'appuie sur un imaginaire politique qui prend racine dans l'histoire récente. Les événements de 1960, opposant le Sénégal et l'actuel Mali, et ceux de 1989, opposant le Sénégal à la Mauritanie, constituent deux repères qui alimentent le sentiment que la frontière est un espace politique à risque¹¹. Ce sentiment est conforté, dans la zone Est, par un enquêté qui y rajoute une préoccupation supplémentaire d'ordre sanitaire : « *C'est risqué de vivre près de la frontière, car nous sommes exposés en cas de conflit surtout que je travaille dans une commune qui jouxte la frontière, sans compter le risque de maladies qui se propagent vite* ».

Dans la zone Nord, la perception des risques et des menaces se révèle par un sentiment de « dépendance vis-à-vis de la frontière » d'une part, et d'autre part, par un sentiment de constituer une cible potentielle d'entreprises terroristes. La dépendance est exprimée par le contexte de récurrence des plaintes de la part des populations riveraines de la frontière, surtout celles engagées dans des activités commerciales. Des contrôles jugés excessifs et surtout des pratiques de « refoulement sans bagages » sont ainsi dénoncés, de même que des « fermetures inopinées » et unilatérales de la frontière par les autorités mauritaniennes. Le sentiment que la frontière est trop « poreuse » est ici en jeu :

¹¹ En 1960, les dirigeants du défunt État Fédéral du Mali, regroupant le Sénégal et le Soudan Français (actuel Mali) s'affrontent vivement. La crise se dénoue douloureusement par le renvoi, manu militari, des Soudanais au Mali par des convois de train affrétés à cet effet. Ils sont accusés d'avoir cherché à « envahir » le Sénégal. Entre 1989 et 1991, des affrontements violents et meurtriers opposent les deux États du Sénégal et de la Mauritanie. Des milliers de personnes vivant au Nord du fleuve furent refoulés vers le Sénégal.

« Les trafics exposent plus les gens, il y a de grandes arrestations, des activités terroristes qui gangrènent la Mauritanie et qui passent par le fleuve. Cela expose les gens ».

2.2 Le sentiment porté sur la réalité et la qualité de la présence du dispositif sécuritaire

« Moi je me sens en sécurité car il y a la présence de la police et de la gendarmerie et ils ne tarderaient pas à intervenir en cas de problème ».

Cela étant, dans le contexte régional de libre circulation des biens et des personnes, l'importance des flux passagers par jour (camions et voitures), les arrestations et reconduites de personnages qualifiés de « *barbus* » ainsi que la faiblesse numérique des personnels et des postes de sécurité sont analysés par les enquêtés comme des indicateurs d'insécurité. Ce qui est surtout incriminé dans le contexte communautaire de la CEDEAO, est une certaine facilité à se fondre dans le dispositif légal, moyennant de (vraies) fausses pièces d'État-civil.

Les perceptions des facteurs de risque laissent, sans doute, la place la plus importante au vol de bétail. Il s'agit de l'élément le plus évoqué par les enquêtés comme facteur important de conflit et de dégradation des relations intercommunautaires.

« Les Mauritaniens venaient ici et nous volaient notre bétail. La population s'est révoltée et cela a provoqué une guerre civile, et tout ceci parce que l'État refusait d'intervenir pour nous aider à faire cesser ces vols de bétail » (propos d'un enquêté, zone Nord)

Des Maliens sont aussi nommément cités des dizaines de fois dans des phrases similaires à celle-ci :

« Ici, notre problème majeur c'est le vol de bétail, et la plupart des voleurs sont des Maliens. Ils viennent ici, prennent nos bétails et traversent la frontière ».

Les perceptions des enquêtés sur le fait de vivre dans des espaces où s'opèrent de très forts flux commerciaux et humains semblent également exprimer des replis communautaires¹². Ainsi, les migrants, aventuriers, saisonniers, prêcheurs itinérants sont décrits comme des acteurs contre lesquels il n'y aurait pas assez de surveillance étatique. Leur présence conduit à un resserrement défensif du lien communautaire et la création de groupes d'auto-défense (avec l'aval des autorités compétentes en la matière), surtout à l'approche de certaines grandes fêtes comme la Tabaski ou la Korité¹³.

« Les mesures prises dans notre collectivité contre les étrangers sont surtout de l'activité de veille, c'est mené de concert avec la gendarmerie. A deux mois de la Tabaski, plus de 300 jeunes volontaires se sont organisés dans le cadre d'un sys-

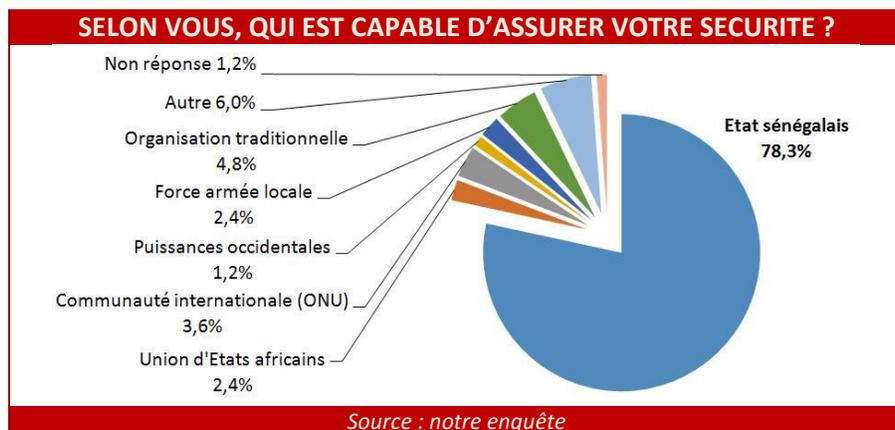
¹² L'idée de « brassage culturel » qui paraissait dominante dans les paragraphes précédents semble ici contredite. C'est un résultat de l'enquête qui n'est, par ailleurs, ni paradoxal ni contradictoire. Le repli communautaire s'exprime surtout en rapport avec des groupes sociaux particuliers qui ne sont pas des autochtones ni d'un côté ni de l'autre de la frontière. Ces groupes de travailleurs saisonniers sont perçus comme des gens qui *n'habitent pas là*. Ils ne sont pas associés à la description positive des relations intercommunautaires. Cette description positive n'est pas, par ailleurs, exclusive car elle s'accompagne aussi d'accusations réciproques de vols de bétail.

¹³ On parle aussi de la fête du mouton (Tabaski) et de la fête de fin du mois de ramadan (Korité). Elles sont les deux plus grandes fêtes dans le calendrier musulman.

tème rotatif de tour de garde de 15 jours. Si l’appréhendé est menaçant, on nous appelle et nous on appelle la gendarmerie... Vers Fanay, on a par exemple eu des agresseurs venus en pleine matinée pour attaquer la BICIS¹⁴. Les gens doivent prendre leur disposition... L’État n’a pas toujours les moyens d’être partout... le pays est grand et les populations doivent prendre des initiatives nobles. Nous devons prendre nos propres responsabilités. On doit s’organiser pour ameuter tout le monde et faire le nécessaire avant l’intervention de la gendarmerie.... » (Sall, zone Nord).

Cependant, les données statistiques n’indiquent qu’une faible confiance aux modes populaires d’auto-défense, comparativement à l’action régaliennne de l’État dans ce domaine (78,3%). La présomption de confiance dans l’efficacité des forces de sécurité et de défense demeure importante.

« La police sénégalaise est l’une des meilleurs polices du monde, les gens qui entrent et sortent sont connus par les services de police... même si tu ne te sens pas surveillé, tu es surveillé... Parfois depuis l’aéroport on prend des gens.... » (propos d’un enquêté).



3. Ressources de la résilience

Même si elles estiment, majoritairement, que le phénomène jihadiste n’est pas présent dans leurs localités (60,8%), les personnes qui ont été enquêtées portent et promeuvent cependant un imaginaire et un discours de prévention contre le radicalisme. Sont ainsi identifiés, comme devant être aux avant-postes de ces engagements, les institutions éducatives, religieuses et culturelles. En effet, les personnes interrogées insistent sur l’éducation, le raffermissement de la cellule familiale, la promotion du dialogue entre l’État et le leadership religieux confrérique, le renforcement des mécanismes traditionnels comme le cousinage à plaisanterie entre ethnies et entre noms de familles ou encore la diffusion de la culture de l’interprétation différente¹⁵.

¹⁴ La Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Sénégal

¹⁵ Cette notion de culture de l’interprétation différente a été portée et défendue par un représentant de l’islam non confrérique dans l’entretien de groupe (Mbaye DIENE). Cet acteur n’a pas précisé dans quel sens il mobilisait le terme : celui religieux de « droit à la divergence (*haq al ikhti-laf*) » ou celui civique de « devoir de tolérance ».

Afin de prévenir la vulnérabilité des populations à la radicalisation en raison de leur situation économiques, plusieurs formes de capacitation, mesures et leviers sont perçues par les enquêtés comme importants. C'est l'agriculture, à travers ses différents sous-secteurs, qui est perçue comme le principal levier d'amélioration des conditions de vie des populations. Le manque d'eau est toutefois signalé à l'Est, avec une demande forte de réalisation de mini barrages garantissant un accès régulier à cette ressource.

Au niveau de la zone Nord, on enregistre une demande forte d'intensification des échanges entre les deux rives, notamment avec des demandes récurrentes de ponts et de bacs pour rendre plus fluide la traversée. Il s'agit de l'approfondissement de la politique officielle de collaboration entre le Sénégal et la Mauritanie, notamment en poursuivant des objectifs communs de facilitation infrastructurelle.

« Bientôt les travaux de pont vont démarrer. Un scanner aussi sera construit pour détecter des armes au niveau du croisement. Cela va résoudre les problèmes... Il y a aussi le projet de la Trans-Afrique (Tanger, Nouakchott, Dakar) des camions qui viennent directement du Maroc » (propos d'un enquêté).

Les dynamiques associatives, notamment celles liées à la problématique du développement local, font l'objet d'une certaine attention, même si une vision critique semble conduire certains enquêtés à douter de leur efficacité, notamment dans la zone Est. Par ailleurs, les femmes font davantage confiance que les hommes au rôle de la culture dans les processus communautaires de résilience face à l'extrémisme violent (38,5% contre 33,5%).

Les populations enquêtées restent néanmoins très partagées sur l'existence de communautés résilientes contre l'extrémisme violent : 23% déclarent ne pas être en mesure de répondre, tandis que les avis contradictoires se départagent, de manière sensiblement égale, avec 36,5% qui pensent affirmativement la réponse et 35,1% négativement.

En définitive, sur les 68 commentaires recueillis, est ressorti en force un portrait moral du Sénégalais qui serait « prudent », doté d'un « sens du partage », ignorant la « culture de la violence », doté d'une « appartenance confrérique ». L'ensemble de ces traits considérés comme des qualités prédisposerait à croire qu'on aurait au Sénégal une communauté résiliente. Mais ces différents aspects sont contrebalancés par d'autres traits qui ont été largement évoqués aussi, notamment la question de la persistance des clivages de caste et de courants religieux.

RADICALISATION : INDICES ET PROCESSUS

Ce qu'il faut retenir :

- Le poids des héritages sociaux et familiaux semble prédominant dans les processus d'attachement ou de détachement des acteurs face aux différents courants théologiques qu'ils revendiquent ou rejettent.
- Les acteurs perçoivent les clivages du champ religieux comme porteurs d'un potentiel de radicalisation : la gestion du pluralisme de ce champ est en jeu.
- Le radicalisme violent est perçu comme étranger au contexte local et les groupes armés, en règle générale, font l'objet d'un important rejet même lorsqu'ils se réclament de l'islam.
- Le phénomène de jihadisme violent dans la région est souvent interprété comme le résultat de manœuvres politiques et économiques portées par l'Occident.
- Le terme de « jihad » tel que couramment utilisé, notamment par les sociétés occidentales et les médias, est globalement rejeté par les communautés frontalières. Selon elles, le « jihad » est une notion positive importante à l'islam, à laquelle ils veulent pouvoir s'identifier.

1. Perceptions des enquêtés

1.1 Le clivage islam confrérique / non confrérique : vers une montée des périls ?

L'enquête communautaire montre que le caractère clivé du champ religieux islamique sénégalais semble, chez la majorité de nos interlocuteurs, très peu informé par une connaissance fine des écoles juridiques¹⁶. Les références théologiques et juridiques des courants dont les enquêtés se réclament ou se désolidarisent sont, pour l'essentiel, l'objet d'une connaissance minimale, voire inexistante. Cela laisse penser que le poids des attachements religieux a plus à voir avec le poids des traditions familiales et socioculturelles que les justifications doctrinales qui peuvent en être faites. Cela dédouble le conflit potentiellement religieux d'une certaine dimension affective – car mobilisant des affinités identitaires, culturelles et sociales, voire économiques.

Quels sont les clivages perçus dans le champ religieux comme source de radicalisation et de conflit ? La promotion du modèle confrérique soufi comme rempart à la radicalisation, singulièrement depuis les événements du 11 septembre 2001, s'est accompagnée d'une mise en accusation publique des groupes ibadourahmane comme facteurs de radicalité. Ces groupes très hétéroclites sont ainsi, à tort ou à raison, un objet confus de divers types d'incriminations. Voici quelques illustrations récoltés sur le terrain :

« A Rosso, les ibadou lancent des injures contre les marabouts » ; « Les ibadou ont été assimilés avec les jihadistes car il y a identité de discours » ; « Même

¹⁶ Dans la tradition islamique, les courants doctrinaux se confondent avec des écoles juridiques. Ces écoles reflètent la diversité des interprétations possibles dans le droit musulman. Quatre parmi elles sont considérées comme majeures : Hanefite, Malikite (la mieux répandue en Afrique Subsaharienne), shafiite, Hanbalite.

quand ils viennent, ils s'isolent, ils ont leur grande mosquée à eux, leurs petites mosquées à eux » (propos de plusieurs enquêtés)¹⁷.

Ces accusations fondent la crainte d'une confrontation possible :

« A l'avenir, ça peut créer des problèmes. Actuellement certains tolèrent... mais quand les ibadou prêchent certains sortent en disant : « on ne va pas les écouter ! » (Sow) ; « Quand le tour des ibadous arrivent, certains ne viennent même pas à la mosquée... C'est une bombe à retardement »¹⁸ (propos d'un enquêté).

PERCEPTION DOMINANTE DE L'EXTREMISME VIOLENT : DIMENSION SOCIOECONOMIQUE

La majorité des enquêtés(e)s perçoit les facteurs de l'extrémisme violent (EV) à travers la dimension économique du phénomène. Que cela soit pour identifier les facteurs de développement (54,1%), les motivations des groupes ou individus (40,5%) ou la qualification des jihadistes (41,9%), la dimension économique sursoit à toutes les autres (sociale, politique, religieuse, psychologique ou éducative). Les hommes sont proportionnellement plus enclins à percevoir l'EV à travers la dimension socioéconomique, avec 60,4% d'entre eux (contre 42,3% des femmes). Comme les femmes, les jeunes relativisent plus cette dimension du phénomène que leurs aînés, avec 38,8% d'entre eux (contre 43,1% des plus de 25 ans) à considérer que les motivations des acteurs de l'EV portent sur des intérêts économiques et financiers qu'ils peuvent en tirer.

La propension à identifier les jihadistes à des « bandits » diminue avec l'accroissement du niveau d'instruction (55,6% chez les personnes dont le niveau d'étude est inférieur au secondaire, jusqu'à 20% chez celles dont il est supérieur), tandis que celle considérant que les acteurs de l'EV sont mus par des intérêts économiques et financiers augmente avec le niveau d'instruction (37% chez les personnes dont le niveau d'étude est inférieur au secondaire, jusqu'à 46,7% chez celles dont il est supérieur). Du reste, les cadres et professions intellectuelles sont 83,3% à lier le développement de l'EV à des facteurs économiques, et 84,6% des artisans, commerçants et chefs d'entreprises - devant certainement se sentir plus exposés à des activités délictueuses - qualifient les jihadistes de « bandits ». Enfin, remarquons qu'aucun des enquêtés(e)s n'a qualifié les jihadistes dont on parle aujourd'hui de « sauveurs » ou « libérateurs ».

Source notre enquête

La guerre du Mali a exacerbé la tension au niveau des clivages. Notons toutefois que l'enquête documentaire nous permet d'affirmer que la tendance non confrérique semble surtout en appeler à un État de droit capable de protéger l'ensemble des sensibilités religieuses du pays. On peut, sous ce rapport, parler d'un enjeu de la diversité des modèles d'islam au Sénégal. Du reste, la guerre annoncée des modèles d'islam, n'est pas sans discours de contrepoin. En effet, on relève aussi sur le terrain des élaborations fortes sur les possibilités de dépassement du potentiel conflictuel.

« Je suis moins pessimiste... Ibadou est devenu un label. (...). Il faut éduquer les gens (...) les différences sont présentes partout, même à l'intérieur d'une même école. Ce que nous devons apprendre, c'est à ramener les désaccords à la différence d'interprétation et faire la part des choses avec les préoccupations politiques des groupes qui, au nom de l'islam, revendiquent des positionnements politiques (par rapport à l'Occident ou socioéconomique) » (propos d'un enquêté).

Par ailleurs, le clivage confrérique versus non confrérique masque d'autres séries de clivages qui sont de plausibles sources de radicalisation des discours et attitudes. La communauté des mourides fait aussi

¹⁷ Les notions de « grandes » ou de « petites » mosquées sont une manière ironique de pointer ce qui serait, pour cet acteur, un certain sectarisme des ibadou rahmanes. Dans chaque ville du pays, existe en générale une Grande Mosquée où officie un Imam Ratib. C'est, dans ces mosquées que prient, à l'occasion des grandes fêtes comme la tabaski ou la Korité, les officiels de la République. A côté de ces Mosquées, il existe beaucoup d'autres qui sont alors, usuellement, considérées comme de « petites » Mosquées.

¹⁸ Dans certaines mosquées, les fidèles appartiennent à une pluralité d'obédiences. Pour éviter une caporalisation de la direction des prières par une seule obédience, tout se fait à tour de rôles. Mais il arrive que cette solution « démocratique » ne satisfasse pas tout le monde. C'est ainsi que la mosquée peut être désertée par certains fidèles lorsque qu'un imam d'obédience différente doit officier.

l'objet de perceptions ordinaires l'assimilant à une source potentielle de crise. Ainsi une de nos enquêtées souligne : « *on a le même problème avec les mourides, car eux aussi suscitent des révoltes, et les gens les contournent pour éviter les tensions* ». Cela tient au vocabulaire et à l'imaginaire mourides qui alimentent actuellement le renouveau de la confrérisation du mythe nationaliste. La propension des mourides à être au-devant de la scène nationale (politique, économique, culturelle, artistique etc...) provoque un sentiment d'inquiétude dans les autres groupes confrériques. Ces derniers groupes perçoivent dans ces poussées mourides un projet hégémoniste susceptible, dans un avenir plus ou moins proche, de les minoriser sur le champ religieux.

1.2 L'extrémisme violent dans les imaginaires et discours populaires

Les causes de l'extrémisme violent sont perçues comme provenant essentiellement de l'extérieur et notamment des intérêts politiques et économiques des Occidentaux qui chercheraient à déstabiliser les territoires qu'ils convoitent afin de mieux s'installer et exploiter les ressources qui s'y trouvent.

« Cela vient de l'extérieur par les grandes puissances comme les États-Unis qui cherchent à déstabiliser pour avoir le monopole du pays et ensuite envoyer de l'aide. Ils prêchent le faux pour avoir le vrai. Comme au Nigéria par exemple, vous savez qu'il y a du pétrole là-bas, c'est pour ça ».

Sont également dénoncées les tentatives d'embrigadement théologique et doctrinal :

« Ce sont des gens qui ont été dans les écoles des pays arabes et qui viennent imposer un autre islam ».

Les causes de l'extrémisme violent sont pensées comme d'autant plus externes que l'on développe une certaine idée d'une tradition locale réfractaire à la tendance extrémiste. « *Ah oui, les pays africains n'ont pas ce problème, on se réunit pour régler les différends. L'extrémisme et le terrorisme vraiment, c'est extérieur, c'est chez les Arabes et les Américains, ici en Afrique, on ne connaît pas ça !* ».

On semble donc ici se réclamer d'un islam dont on rejette les manifestations violentes qui l'entachent dans certains contextes, y compris en Afrique. C'est ce qui explique qu'il n'existe pas, chez les personnes interrogées (78,4%), de sentiment majeur de détournement de leur religion, dans leurs localités respectives.

PERCEPTION SECONDAIRE DE L'EXTRÉMISME VIOLENT : DIMENSION POLITICO-RELIGIEUSE

Sur l'ensemble des enquêté(e)s, un quart estime que les facteurs politiques et religieux favorisent le développement de l'extrémisme violent (EV). Toutefois, cette opinion est relativisée par le fait qu'ils sont peu nombreux (moins de 10%) à estimer que les motivations des acteurs de l'EV puissent être liées à des ambitions politiques ou des convictions religieuses, et que les jihadistes puissent être des résistants, des défenseurs ou encore des fanatiques, des illuminés.

Les frontaliers à la Mauritanie ont plus tendance à politiser le phénomène qu'à l'Est du pays où les facteurs religieux sont préférés (respectivement au Nord 31,4% pensent que des facteurs politiques favorisent le développement de l'EV et 20% penchent pour des facteurs religieux, contre respectivement 20,5% et 30,8% à l'Est). Les hommes également retiennent plus facilement la dimension politique (67% de ceux qui ont fait ce choix) que la dimension religieuse (les femmes constituent 71,7% de ceux qui ont fait ce choix) des facteurs de développement de l'EV, tout comme ils préfèrent qualifier les jihadistes de résistants ou défenseurs (76,7% de ceux qui ont fait ce choix) tandis que les femmes préfèrent, quant à elles, parler de fanatiques ou d'illuminés (64,6% de ceux qui ont fait ce choix).

Les jeunes sont aussi plus sensibles que leurs aînés à la dimension politico-religieuse de l'extrémisme violent, constituant une majorité de ceux qui ont estimé que le développement de l'EV est favorisé par des facteurs politiques et religieux (respectivement 56,4% et 61,7%). Remarquons aussi que la propension à qualifier les jihadistes de fanatiques ou d'illuminés croît avec le niveau d'instruction scolaire. Les personnes ayant un niveau d'étude supérieur au secondaire sont plus enclines à considérer le religieux que le politique comme facteurs de développement de l'EV (40% d'entre elles contre 6,7%). Enfin, le religieux apparaît comme second facteur de développement de l'EV chez les personnes ayant reçu une instruction religieuse à l'extérieur des daaras ou madrassas (32,1%) tout comme l'identification des jihadistes à des fanatiques ou des illuminés apparaît comme second choix chez les personnes n'appartenant pas à une confrérie ou une association religieuse (26,5%).

Source : notre enquête

Bien que certaines pratiques soient mentionnées comme constituant un problème (les trafics d'influence ou encore l'exploitation de la mendicité des enfants¹⁹), cette analyse pourrait avoir une incidence sur la cohérence générale du champ religieux et donc son éventuelle capacité de résistance face à une pénétration non conforme à son consensus. Dans ce dispositif, le leadership religieux est vu comme jouant un rôle décisif contre l'extrémisme violent : 56 personnes interrogées le croient contre 9 qui l'estiment impuissant face au phénomène. Les religieux ont ainsi l'image de porteurs de discours de discernement et d'appels à la paix et à la responsabilité :

« Ils dénoncent le suicide, le fait de tuer son voisin, le jihad aussi ; ils expliquent que cela n'existe plus maintenant, que c'est seulement le jihad nafs [lutte intérieure pour la maîtrise de l'ego], car on est près de la fin du monde » (propos d'un enquêté).

Deux tendances sous ce rapport demeurent importantes à souligner. D'abord, le pouvoir d'attractivité du radicalisme est perçu comme s'exerçant de façon plus aisée chez les « pauvres », les « ignorants » et « ceux qui veulent le pouvoir ». Les « ibadous » et les « jeunes » sont également cités. Ensuite, les groupes armés sont perçus de manière très négative et sont fortement rejetés. *« Ils sont belliqueux. Donc, ils ne sont pas bons. Là où ils sont il y a plus de sécurité »* (propos d'un enquêté). Dans certains témoignages, comme ici, on préconise leur anéantissement : *« il faut les détruire car force doit rester à l'État. Il faut toujours promouvoir la justice et la sécurité ; on ne doit pas créer des justices d'exception alors que l'État est là »*. Pour autant, ce rejet coexiste avec une marge, faible certes, d'acceptation. Celle-ci se justifie en considérant que *« les groupes armés sont en général le fait de soulèvements populaires ou d'une minorité marginalisée »* ou encore *« ils se battent contre les États-Unis. Ce sont des rebelles, je pense »*. Ils sont aussi vus comme des gens instrumentalisés par les puissances occidentales en ce sens que les désordres qu'ils installent bénéficieraient surtout à ces dernières.

1.3 Justifications de la violence en matière de religion et (non) acceptation communautaire

L'évaluation, auprès de notre échantillon, de la violence radicale dans la cause jihadiste a surtout montré un certain rejet. L'opinion dominante semble être que l'islam n'a pas besoin de violence pour se propager et, dès lors, ceux qui en usent en son nom sont perçus comme des déviants ou des imposteurs. Les rares fois (8 cas sur 74) où les jihadistes sont décrits comme des résistants ou défenseurs, c'est pour souligner la lutte contre l'Occident : *« ils défendent le pays et la religion contre les Occidentaux qui disent du mal du Prophète »*. Exceptés ces perceptions très marginales, les sentiments se départagent entre ceux qui les considèrent comme simplement des « bandits » (32/74), d'autres des « illuminés » (9/74) ou d'autres encore des « désespérés » (14/74). Les explications qui justifient le rejet dont ils sont l'objet font référence à des interprétations politiques, culturelles, psychologiques, mais surtout religieuses. A ce niveau, il est beaucoup dénoncé leur faible compréhension de l'islam :

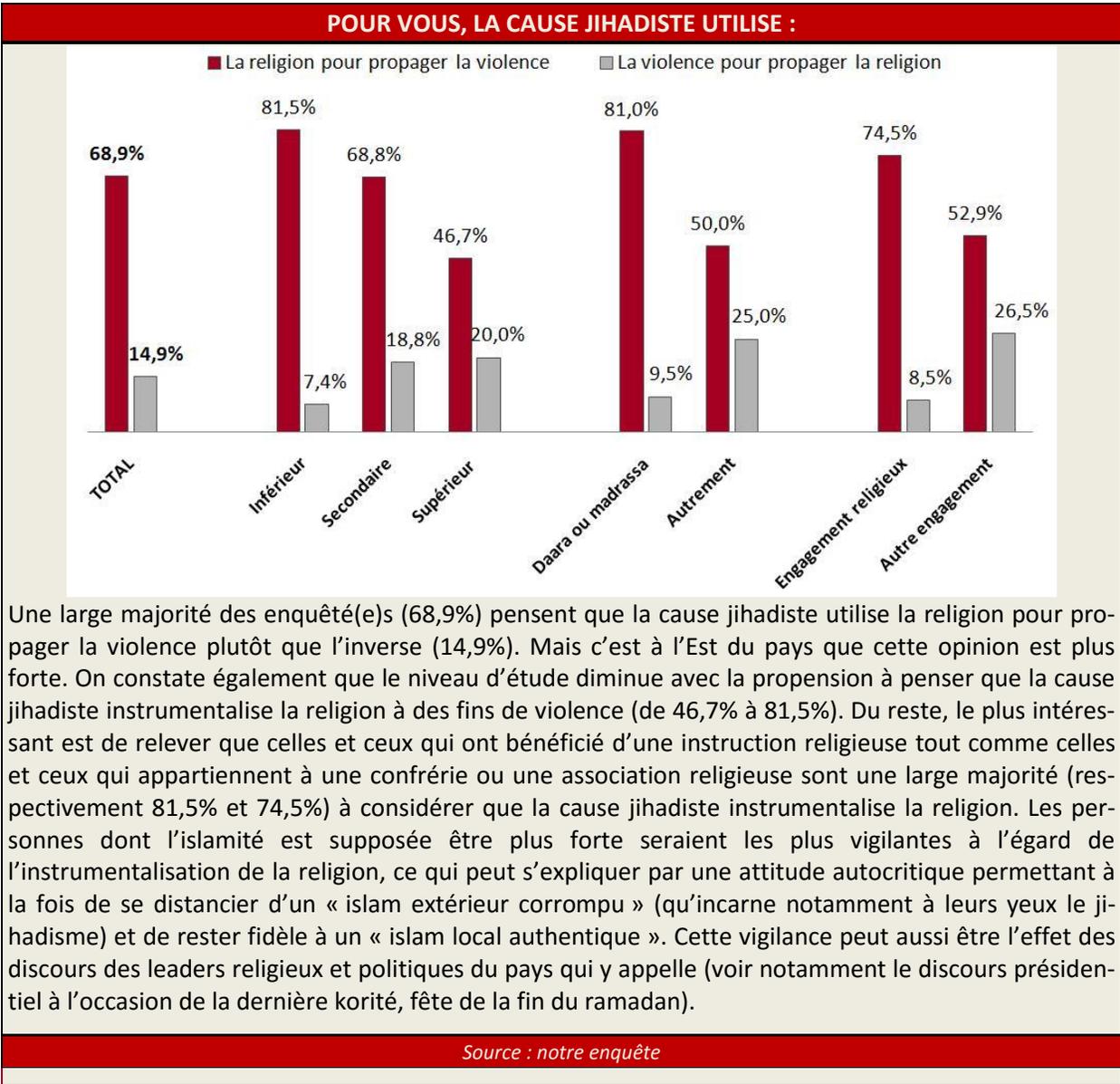
« car ils ne connaissent pas ce que dit la religion, ils sont perdus ! » (propos d'un enquêté).

¹⁹ Le trafic d'influence réfère à l'instrumentalisation, par certains dignitaires religieux, du respect d'usage dont ils sont bénéficiaires en leurs qualités et titres, afin d'obtenir des privilèges sociaux et économiques indus. La mendicité mentionnée des enfants réfère à un important débat de société. Traditionnellement la pratique, en cours surtout dans le cadre des écoles coraniques, fut considérée comme formatrice, apte à aguerrir l'enfant, et chasser chez lui l'esprit de vanité. Aujourd'hui cette pratique de mendicité des enfants est contestée par plusieurs voix qui estiment que cela est exclusivement au service de certains maîtres coraniques qui, pour des raisons cupides, laissent de plus en plus les enfants dans les rues pour mendier, au lieu de les instruire.

On doit faire remarquer, toutefois, que le principe du rejet par injonction religieuse n'est ni exclusif, ni systématique. On peut le voir dans cette citation dans laquelle, l'auteur ne souhaite pas blâmer les jihadistes :

« C'est des gens qui ont opté pour une voie. Il y a des gens qui ternissent l'image de la religion et les attaquent. Je ne suis pas d'accord, mais je ne suis pas contre eux non plus. Je ne sais pas s'ils ont respecté la voie, mais le Prophète a fait le jihadisme ! » (propos d'un enquêté).

Toutefois, ce commentaire ne doit pas masquer qu'en définitive, et en termes de perceptions, l'idée que l'extrémisme violent d'inspiration religieuse puisse avoir une racine nourricière religieuse est fortement battue en brèche tant dans les différents commentaires que par les chiffres issus du questionnaire. En effet, les convictions religieuses, comme racine de l'extrémisme religieux, ne sont désignées que pour 6,8%, tandis que celles liées à l'endoctrinement religieux sont indexées à hauteur de 8,1%.



1.4 Médias et entendement communautaire du jihadisme

Jihadistes : entre sens médiatique et sens commun

Globalement, les enquêtés considèrent qu'il existe un détournement médiatique d'un terme important dans l'islam et auquel ils veulent pouvoir s'identifier : « *le jihad pour une vie noble* ». Dans le contexte d'une société fortement orale, on ne peut être que frappé par la récurrence avec laquelle nos différents interlocuteurs refusent spontanément de rétrocéder les termes « jihad », « jihadistes » à ceux qu'ils nomment « des bandits d'islam, des terroristes ». Pour eux, le jihadiste est le héros ordinaire, radicalement vivant, qui s'attache dignement à réguler ses passions et à assumer ses différentes responsabilités sociales et familiales, en dépit des tourments (intérieurs et extérieurs). C'est le père de famille qui se bat pour la dépense quotidienne, inlassablement. « *Les jihadistes, c'est nous, pas eux* », disent ces enquêtés. Ce qu'ils disent encore, c'est qu'en intelligence avec le sens des traditions et l'enseignement de leurs maîtres, le « petit jihad » (guerre sainte) est révolu et clos, dorénavant. L'appel à la paix et à l'entente, la promotion de la parenté et du cousinage à plaisanterie, le choix d'une éducation religieuse donnée aux enfants sont, selon eux, des ressources sociales et culturelles courantes dans la société sénégalaise et qui prémunissent contre les propagandes radicales et le jihadisme assassin²⁰.

Médias et connaissances communautaires du spectre jihadiste

Les médias sociaux, indexés dans certains cas comme des vecteurs de radicalisation, sont perçus de manière partagée dans notre échantillonnage. Les uns les considèrent davantage comme un facteur d'extraversion et de perversion, tandis que les autres les présentent comme un facteur de liaison et de renforcement des liens familiaux et sociaux. Chez les femmes, par ailleurs, l'usage des médias sociaux n'occupent qu'un très faible pourcentage de notre échantillon, soit 3,8%, contre 14,6% chez les hommes.

Les enquêtés ne surlignent donc pas, tant pour ces médias sociaux que pour ceux classiques, un rapport particulier entre « liens aux médias » et « processus de radicalisation ».

En dépit, par ailleurs, de l'importance de la couverture médiatique du phénomène de l'extrémisme religieux, l'échantillon de notre enquête n'a qu'une connaissance très marginale des mouvements jihadistes dans la région. Les couvertures médiatiques du phénomène jihadiste ne paraissent pas, non plus, avoir un impact considérable dans le sentiment des enquêtés d'être confrontés de manière directe à la menace. En effet, seule une petite minorité de 6 individus déclarent croire en la présence d'Al-Qaïda dans leur région contre 45 qui déclarent le contraire. Ces différents résultats paraissent rendre compte d'une certaine absence de suivi régulier de ces groupes. Il est aussi possible d'expliquer ce faible niveau informatif par un désintérêt prononcé, voire d'un rejet globalisant : « *ce sont tous des tueurs* » (propos d'un enquêté).

²⁰ Le cousinage à plaisanterie a été beaucoup étudié, dans divers terrains, en Anthropologie. C'est un mécanisme de mise en scène d'un antagonisme potentiel qui, par ce procédé, se retrouve défragmenté par une actualisation maîtrisée et jouée. Ce mécanisme consiste en des échanges et en des obligations réciproques, entre deux sujets (patronymes, clans, ethnies etc...), de propos ou gestes plus ou moins déplacés (insultes, moqueries etc...) sans qu'aucun des protagonistes ne s'en offusque. Cette pratique coutumière est aujourd'hui encore très vivace et cette vitalité explique qu'on la présente comme une ressource à valoriser de régulation et d'évitement des conflits.

PERCEPTION DE LA NATURE DES ORGANISATIONS JIHADISTES ET APPARENTÉES :					
Faites-vous une différence entre toutes ces organisations armées : Al Qaïda, AQMI, Boko Haram, DAESH ("Etat islamique"), Ansar Ed-dine, MUJAO ?	Selon vous, de quelle nature sont ces organisations ?				
	Institution politique	Instance religieuse	Organisation terroriste	Mouvement de résistance / de guérilla	Autre
Oui, elles sont différentes	17,6%	29,4%	35,3%	5,9%	5,9%
Non, ce sont toutes les mêmes	8,8%	11,8%	50,0%	8,8%	14,7%

Source : notre enquête

Dans leurs détails, les usages des médias peuvent faire l’objet de quelques remarques. D’abord, les radios locales, très dynamiques dans les régions de l’enquête, sont très peu prisées (5,4%) lorsqu’il s’agit de s’informer sur l’activité des groupes armés. Dans la même lancée, Internet et les réseaux sociaux n’occupent que 10,8% des adhésions en termes de perception du meilleur média pour s’informer sur le phénomène des violences radicales. Ensuite, dès lors que la question spécifique du radicalisme et de la violence extrémiste n’est pas celle posée, le rapport de confiance aux médias change. Les médias publics deviennent la source privilégiée de l’information de confiance avec 36,5% d’adhésion, contre 21,6% pour les chaînes occidentales, et les chaînes panarabes gagnent 4,1% de marque de confiance, là où aucun enquêté ne les mentionnait comme source fiable en matière d’information sur l’extrémisme violent.

2. Le traitement sécuritaire au niveau national

2.1 Cadre législatif, juridique et mobilisation politique face à la menace

Le 29 mai 2015, le ministre de l’Intérieur et de la sécurité publique a réuni les préfets et les gouverneurs dépositaires du commandement territorial. L’objectif a été, entre autres, d’échanger avec eux afin d’adopter les meilleures conduites face aux menaces sécuritaires afin de tout faire pour que les terroristes ne franchissent pas les frontières sénégalaises. Ces rencontres administratives apparaissent complémentaires aux dispositifs de l’Union Africaine à travers son Conseil paix et sécurité²¹ et de l’Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) qui lutte contre la criminalité financière transnationale (lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme²²). La CEDEAO a quant à elle adopté une réglementation de la circulation des armes légères et de petites catégories qui contribuent à l’insécurité dans la sous-région et notamment au niveau des frontières terrestres entre les États.

²¹ Aux termes de l’article 3, alinéa c de l’Acte constitutif de l’Union Africaine, celle-ci se donne pour objectif, entre autres, de « promouvoir la paix, la sécurité et la stabilité sur le continent ». L’organisation a également adopté plusieurs principes dont le « respect du caractère sacro-saint de la vie humaine et condamnation et rejet de l’impunité, des assassinats politiques, des actes de terrorisme et des activités subversives ». Afin de mettre réellement en application ces principes, l’Union Africaine a par exemple instauré la Conférence sur la sécurité, la stabilité, le développement et la coopération en Afrique.

²² La loi uniforme relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux, adoptée par le Conseil des Ministres de l’Union Monétaire Ouest Africaine le 20 mars 2003 à Ouagadougou ; la loi uniforme 2009-16 relative à la lutte contre le financement du terrorisme.

En outre, l'implication des populations dans la prévention semble être une option forte. En effet, la prise en charge de la situation sécuritaire par l'État passe, entre autres, par l'organisation de dispositifs d'alerte, de sensibilisation et d'information tant sur la politique nationale de sécurité que sur l'état des risques au niveau régional. On remarque ainsi, particulièrement depuis la guerre au nord du Mali, une succession de déclarations fortes, au plus haut sommet de l'État sénégalais, visant à alerter l'opinion sur l'importance de ces risques liés à la conjoncture régionale. A titre illustratif, lors de sa déclaration de politique générale, le Premier Ministre Mahammad Boun Abdallah Dionne notait : « *notre pays évolue dans un contexte sous-régional marqué par une certaine instabilité liée à l'émergence de réseaux organisés menaçant l'intégrité des pays* ». Tout récemment, à l'occasion de la grande prière de la fin du mois de ramadan (korité), le Président de la République a, dans ses vœux aux Sénégalais, adressé un appel à la nation, très médiatisé, à plus de vigilance dans leur environnement par rapport à la situation sécuritaire.

2.2 Indicateurs de risque et d'exposition à la menace²³

Les enquêtes auprès des experts militaires et juridiques laissent voir une série de faits qui, au cours de ces 15 dernières années, augmentent le risque d'exposition à la menace radicale violente :

- La présence de Sénégalais comme combattants sur plusieurs théâtres d'opérations : Libye et Syrie ;
- La logique d'accroissement des cibles et d'élargissement des périmètres des attaques par les terroristes en contexte de forte proximité avec des zones déjà atteintes ;
- La persistance de querelles (à forte charge émotionnelle) visant les orientations fondamentales de la Nation comme dans le cas du débat sur la laïcité de l'État et de ses institutions ;
- Les choix politiques et stratégiques souverains de l'État sénégalais (depuis les attaques du 11 septembre jusqu'à l'envoi récent de troupes au Yémen) susceptibles de représailles ;
- La présence de nombreuses populations, ambassades et structures appartenant à des pays considérés comme des « ennemis de l'Islam »²⁴ ;
- Des habitudes, des comportements et certains facteurs culturels propres aux Sénégalais (comportements populaires liés à l'incivisme et à l'indiscipline).

L'État du Sénégal a enclenché une politique de renforcement de ses services de renseignement, en termes d'augmentation de personnel, mais aussi de qualité des ressources humaines. De manière articulée à diverses autres compétences non militaires, on observe, de la part des forces de défense et de sécurité, une multiplication des opérations d'échange et de dialogue sur les questions dites des nouvelles menaces et des nouveaux risques pesant sur la région Sahel. On note aussi la promotion d'autres cadres de rencontres, spécifiquement dédiés aux militaires en activité comme à la retraite, à l'instar du Forum des Généraux. Ce forum participe au développement de la mise en synergie des ressources et informations entre les différents services et corps des forces de défense et de sécurité²⁵.

²³ Extraits des rapports Expertise militaire, des consultants nationaux lors de cette étude.

²⁴ Cette notion couvre un spectre relativement flou dans le cadre des différents matériaux récoltés dans ce travail. En règle générale, les enquêtés se contentent de citer de manière globalisante « les pays occidentaux » ou de façon plus singulière, les « États-Unis ».

²⁵ Ici, un extrait vidéo d'une rencontre du Forum des Généraux : http://www.dakaractu.com/2eme-forum-des-Generaux-une-reponse-a-l-insecurite_a91503.html

2.3 Étude de trois cas récents de menace²⁶

Il existe au Sénégal une législation nationale spécifique punissant tout acte d'agression extérieure commis par des individus ou des bandes organisées quelles que soient les motivations des agresseurs. C'est dans le cadre du code pénal sénégalais, et de ses dispositions répressives par rapport aux agressions extérieures, qu'il faut analyser trois cas actuels liés à des actes qualifiés de terroristes et d'atteinte à la sécurité de l'État.

Cas Sheikh Alassane Sène

Au lendemain de la manifestation dite marche républicaine de Paris du 10 janvier 2015, à laquelle le Président de la République Macky Sall avait pris part suite à l'attaque meurtrière du journal *Charlie Hebdo*, Sheikh Alassane Sène et Hamdel Ba auraient « envoyé un SMS à caractère terroriste » au Ministre de l'Intérieur et à la Directrice générale de la Police nationale. Le contenu dudit texto est ainsi reproduit : « *salam les ennemis de l'Islam, on est 19 membres d'alkaïda déjà à Dakar, nous vous suivons de près à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, la menace vous concerne ainsi qu'à vos enfants toi et ton président* ». Aussitôt tous les moyens de l'État ont été mis en branle pour retrouver l'auteur à travers la traque de sa carte SIM. Il s'agissait de la SIM de Hamdel Baqui qui, une fois arrêté, a mis en cause Sheikh Alassane Sène²⁷, un guide religieux fondateur du mouvement dénommé « taré yallah », comme étant l'auteur du SMS. Inculpés pour des faits d'acte de terrorisme par intimidation et atteinte à la sûreté de l'État par le doyen des juges d'instruction le 14 février 2015, ils ont été mis sous mandat de dépôt depuis et l'instruction suit son cours.

Cas Saër Kebe

Élève âgé de 18 ans en classe de terminale S au Lycée de Mbour à 80 Km de Dakar, le jeune homme militant confirmé de la cause palestinienne a posté sur la page Facebook de l'ambassade des États-Unis à Dakar un message de quelques lignes au ton menaçant. Il y dénonce le soutien des « Yankees » à Israël et il annonce de prochaines représailles contre la première puissance militaire du monde. Une enquête a été menée avec célérité et le garçon a été localisé et arrêté le 10 mai 2015. Il a été inculpé et placé sous mandat de dépôt depuis pour « activités terroristes, apologie du terrorisme et association de malfaiteurs en vue de commettre des actes terroristes ».

Cas Ibrahima Ly

Pour les mêmes faits, deux mois auparavant en mars 2015 et également à Mbour, des éléments de la Brigade d'intervention polyvalente (BIP) appuyés par la Division des investigations criminelles (DIC) ont procédé à l'arrestation d'Ibrahima Ly. Ce franco-sénégalais, né en France de parents sénégalais, a travaillé en France comme agent de sécurité et est très connu dans le milieu des jihadistes. Il faisait l'objet d'une filature depuis quelques jours par la Division du contre-espionnage qui avait obtenu son signalement des services renseignements français et américains. Ibrahima Ly est soupçonné d'avoir participé à des attentats et d'avoir combattu en Syrie auprès de milices jihadistes. Après son arrestation au Sénégal, il a été placé sous mandat de dépôt sous le coup d'un mandat d'arrêt international en France pour terrorisme et apologie du terrorisme. Le dossier suit son cours.

²⁶ Extraits du rapport de l'expert juridique, consultant national lors de cette étude.

²⁷ La page facebook du fondateur de ce regroupement : https://fr-fr.facebook.com/pages/Sheikh-Alassane-Sene-TAREE-YALLAH/243435399015459?sk=info&tab=page_info

ROLES DES FEMMES ET DES JEUNES

Ce qu'il faut retenir :

- Généralement perçus comme des acteurs mineurs, les femmes et les jeunes se révèlent être des chaînons indispensables dans la mobilisation pour freiner le radicalisme violent, à travers leurs engagements associatifs et socioéconomiques au service de la communauté et de leurs groupes propres.
- Alors qu'on les présente spontanément comme essentiellement investis dans des projets migratoires et d'exil, les jeunes reflètent plus qu'il n'y paraît un désir d'insertion sociale et professionnelle à l'intérieur de la communauté.
- L'approche genre des résultats indiquent que les femmes ne sont pas alignées sur le point de vue des hommes, mais elles ont davantage tendance à ne pas se prononcer sur les questions posées.
- La précarité économique et le mauvais encadrement des jeunes pendant et après leur passage au sein de l'armée nationale sont les facteurs principaux du sentiment de vulnérabilité à l'enrôlement jihadiste.

1. Approche genre des perceptions dans les résultats de l'enquête

1.1 Genre et perception des sources sécuritaires

Pour 85,7% des femmes et 74,5% des hommes interrogés, l'État est le meilleur garant de leur sécurité. Les « puissances occidentales », la « communauté internationale », les « organisations villageoises » ou même encore la « Communauté des États Africains », en total cumulé, ne représentent pas plus de 7,2% de marge de confiance chez les femmes, tandis que ce taux est de 18,6% chez les hommes.

Les femmes considèrent la présence des forces armées comme « très rassurante » (65,4%). Par contre, dès lors que cette présence engage des troupes étrangères, les taux d'adhésion se modifient. Plus de la moitié des femmes interrogées rejettent alors la présence des troupes (53,9%). Dans la configuration où les troupes sont (exclusivement) africaines, on note certes un taux positif d'acceptation (61,6%), mais celui-ci reste largement modéré lorsqu'on le décompose en détail (seulement 15,4% d'avis « très favorables » à côté de 46,2% d'avis « plutôt favorables »).

Lorsque l'identité internationale et onusienne des troupes est mise en exergue, on note un fort taux d'indécision des femmes (23,1%), mais qui n'empêche pas une majorité d'avis favorables (homme et femmes) à la présence éventuelle de casques bleus (45,7%), contre une forte minorité (32,4%).

1.2 Genre et perception de l'extrémisme religieux

Il existe, sur plusieurs facteurs déterminants de l'extrémisme religieux, de grandes différences de perception en termes de genres. En effet, sur les 7 facteurs proposés à l'évaluation des enquêtés comme favorisant le développement de l'extrémisme violent, le facteur économique est le mieux crédité par les enquêtés. Il l'est chez les hommes de 35,8%, alors qu'il ne l'est chez les femmes que de 25%. Ce facteur est suivi de près par le facteur religieux que 25% des femmes considèrent comme décisif, contre seule-

ment 9,9% d'hommes. Par contre, le facteur international n'est pas considéré comme susceptible de favoriser l'extrémisme violent ni par les hommes, ni par les femmes, donc par aucun enquêté. Ce résultat du questionnaire contraste avec les autres données issues de l'enquête communautaire et de l'entretien de groupe. Dans celles-ci, en effet, le facteur international joue un rôle et est considéré comme le fait des occidentaux qui sèment le désordre pour mieux récolter les fruits de la reconstruction de la paix et de l'économie.

Cette disposition à « externaliser » les causes du désordre extrémiste s'exprime, de façon plus précise, dans les chiffres qui montrent que 68,9% des enquêtés, contre seulement 20,3%, considèrent que les causes de l'extrémisme violent sont exogènes à la culture sociale et religieuse des localités soumises à l'étude. L'islam pratiqué dans ces localités est considéré comme « tranquille ». C'est ce qui explique que la grande majorité des populations enquêtées (78,4%) dans les régions nord et est du pays considèrent que les pratiques et discours religieux demeurent bien encadrés et ne font pas l'objet de mauvais usages. Le leadership socioreligieux tire avantage de ce degré de confiance, car il est considéré par 75,7% du total des enquêtés comme constituant un segment décisif dans la lutte contre l'extrémisme religieux violent. Cette tendance est bien représentée chez les femmes qui adhèrent à 73,1% à cette idée. Par contre, on note chez elles une certaine absence de lisibilité de l'action de ces leaders communautaires, car 15,4% d'entre elles déclarent n'être pas en mesure de décrire les actions concrètes menées par ce leadership contre le radicalisme violent.

2. Femmes et jeunes : perceptions des rôles

2.1 Vulnérabilité, insécurité et nouvel ancrage dans la communauté

Les perceptions s'inscrivent tout d'abord dans un contexte culturel global dans lequel les catégories dites vulnérables, notamment les femmes, les jeunes, les personnes âgées, les handicapés ne doivent pas faire l'objet d'attaques. Boko Haram et l'enlèvement de lycéennes sont, en ce sens, dénoncés comme exemples. Chez les jeunes, la vulnérabilité est surtout vue du côté des risques d'endoctrinement dont on les croit être l'objet. On note, parallèlement, une certaine évolution des rapports hommes-femmes et jeunes-aînés dans un sens qui les reconnaît davantage comme acteurs autonomes.

« Cela a beaucoup évolué. Il y a beaucoup moins de tabous. Au temps de nos mères, il n'y avait pas de complicité. Maintenant les relations sont meilleures ».

Deux facteurs semblent charrier ici les dynamiques du changement. D'une part, les qualifications octroyées par l'école fonctionnent comme un argument pour leur participation à l'amélioration de la vie sociale. D'autre part, les transformations économiques et politiques contribuent également à propulser cette dynamique de participation : « (...) avec le 21^e siècle, avec la parité, les femmes sont partout, dans les champs, les bureaux, les usines ». La vie associative communautaire dans laquelle les femmes jouent des rôles importants leur offre également une visibilité et une audience publiques, voire extracommunautaires. Plusieurs ONG et structures de développement les ont pour interlocuteurs privilégiés.

« Elles sont très écoutées car il y a l'affirmation de leur leadership, elles ne subissent plus le diktat de la société comme cela se passe ailleurs » (propos d'un enquêté).

Une des femmes politiques les plus en vue sur la scène nationale et originaire de Podor est ainsi décrite comme faisant « (...) *la fierté de toutes les podoroises* ». Quant aux jeunes, plusieurs commentaires sur-lignent, comme ici, leur implication :

« *S'il y a un projet dans le village, on appelle les jeunes pour leur demander leur avis : s'ils sont d'accord avec les vieux, le projet est exécuté, sinon on le laisse* ».

La question de l'intégration des femmes et des jeunes dans les processus communautaires décisionnels se heurte cependant encore à la persistance des anciennes assignations : « *elles sont aux foyers c'est elles qui gèrent toute la maison* » (propos d'un enquêteur).

2.2 Rôles des femmes en pleine mutation

Les rôles que les femmes peuvent assumer dans le contexte en cours apparaissent multiples dans les commentaires récoltés. Perçues comme les plus vulnérables, leurs contributions possibles à la paix sont autant pensées comme des plus importantes « (...) *car cela y va de leur intérêt* » (propos d'un enquêteur).

« *En tant que mères et épouses des principaux acteurs de ces conflits, les femmes doivent être des conseillères car elles sont conscientes qu'il vaut mieux être pauvre jusqu'à la mort que de perdre un fils ou un mari* » (propos d'un enquêteur).

Les femmes restent ainsi perçues comme les piliers de l'éducation des enfants et donc les mieux placées pour inculquer les valeurs sociétales (de paix entre autres) à ces derniers. L'importance, par contre, avec laquelle la plupart de nos interlocuteurs leur rappelle ce rôle, laisse parfois penser à une manière de limiter leur responsabilisation sur d'autres enjeux. Dans notre échantillon, plusieurs déclarations soulignent, en effet, un caractère non approprié de l'implication des femmes, notamment sur des enjeux liés à des conflits.

« *Elles jouent un très grand rôle dans tout mais peut-être pas dans le fait de faire baisser la violence* » (propos d'un enquêteur).

Cette forme de réserve est souvent justifiée d'un point de vue qui se veut religieux :

« *dans ce milieu-là, les femmes n'ont pas de rôle. La femme sur le plan religieux est toujours derrière l'homme. Elle n'a pas grand-chose à dire* » (propos d'un enquêteur).

Cette réserve se justifie aussi par des critiques, sévères sans doute, de leurs initiatives publiques de conscientisation et de plaidoyer :

« *pour la Casamance, il y a eu une plateforme des femmes pour la paix, est-ce que c'est véritablement utile ? Je ne crois pas* » (propos d'un enquêteur).

On peut retenir, d'un point de vue analytique que l'ensemble de ces frictions ou contradictions dans les perceptions sont un témoignage essentiel sur un débat sociétal qui montre que l'image et le rôle social de la femme est en train de changer. Elle n'est plus confinée dans un exclusif espace intime et domestique.

2.3 La mutation davantage ambiguë du rôle des jeunes

Contrairement aux femmes, les jeunes semblent cristalliser contre eux davantage de résistance dans les perceptions recueillis sur le terrain. Dans la zone Nord, ils sont décrits comme peu portés au travail et notamment à l'auto-investissement dans le secteur primaire agricole. Dans la zone Est, plusieurs interlocuteurs ont insisté sur leur propension à tout miser sur l'émigration.

DES PROJETS DE VIE A RELATIVISER

La majorité des enquêté(e)s à qui a été posée la question de savoir ce à quoi ils pouvaient bien « rêver » ou aspirer, seuls 25% ont mentionné l'idée d'un projet migratoire, dont près de la moitié a cité l'Occident ou la France comme destination, les autres étant plus allusifs (« à l'étranger »). Les trois quarts des réponses se répartissent entre un projet de mariage et de famille, des études réussies ou l'obtention d'un emploi au pays. L'un des enquêtés estime toutefois que « près de 90% des jeunes de 20 ans rêvent d'aller en France pour réussir leur vie ».

Données issues de l'enquête de terrain.

Par ailleurs, la perception de leur vulnérabilité face à l'enrôlement jihadiste est aiguë chez la plupart des enquêtés pour qui la précarité économique qui les frappe est un vecteur non négligeable de radicalisation. Leur passage fréquent à l'armée régulière, suivi d'une démobilisation, tout autant fréquente, est aussi considéré comme une situation très favorable à leur embrigadement possiblement aisé dans les bandes armées.

« (...) Les libérés de l'armée sont un potentiel. Ils sont entraînés et on les lâche dans la nature... j'ai discuté avec des libérés de l'armée, mais ils ont des idées quasi suicidaires... ils se disent prêts à se faire rebelles s'il y avait une Casamance à coté... » (propos d'un enquêté).

Pour d'autres, la situation est à nuancer car « la politique de recrutement de l'armée a changé... On rentre avec un métier, et on continue d'être formé durant les deux ans » (propos d'un enquêté).

La condition sociale donnée comme précaire des jeunes semble donc être, en définitive, un obstacle à leur responsabilisation sur les enjeux de paix et de conflit. On semble considérer qu'ils ne sont pas encore à la hauteur. Pourtant, note cet interlocuteur :

« Étant donné qu'ils sont les principaux acteurs de cette violence, il leur revient de se concerter et se conscientiser pour mettre un terme à cela ».

Mais pour beaucoup de personnes interrogées, les jeunes doivent d'abord « s'éduquer entre eux, être des modèles », et puis « aller travailler [ce qui] est la seule chose qui peut faire participer les jeunes ».

Ces différentes visions ne laissent pas assez entendre les formes de consciences que les jeunes développent sur leurs propres rôles dans la conjoncture sécuritaire qui les interpelle. Or celles-ci apparaissent de façon nette tout au long de l'enquête et expriment un désir d'engagement :

« (...) il faut associer les jeunes avec les associations sportives et culturelles. Et sous forme de sensibilisation des jeunes, entre eux, ça marche mieux. Le marabout disait que c'est aux jeunes d'éduquer les jeunes » (propos d'un enquêté).

QUE FAIRE ?

Sur la base des perceptions recueillies auprès des enquêtés et des observations réalisées sur le terrain, étayées d'analyses et de discussions avec différents acteurs pertinents, les thèmes de réflexion suivants se dégagent :

En réponse aux besoins identifiés dans les zones enquêtées

Thème de réflexion 1 : Valoriser le potentiel économique des zones frontalières

Le facteur *précarité économique* a été considéré comme la cause la plus déterminante de l'extrémisme violent. La neutralisation de ce facteur pourrait être envisagée par un appui communautaire à la valorisation du potentiel économique des zones Nord et Est en concertation avec les communautés et les jeunes et les femmes en particulier.

Dans les différentes zones d'enquête, le secteur primaire, surtout de l'agriculture et de l'élevage, a été perçu par les populations comme le principal levier d'amélioration de leurs conditions de vie. Les interventions en faveur de ce secteur devraient veiller à permettre l'accroissement des surfaces exploitées et le rehaussement des niveaux de revenus. A l'Est, il serait également important de répondre à la demande de mini barrages surlignée durant l'enquête.

A l'Est, l'établissement de chartes transparentes entre l'État, les industries minières et les communautés pourrait permettre de réduire le sentiment populaire considérant que le potentiel économique de la région n'est pas exploité à l'avantage des populations résidentes. Il serait judicieux de juguler le fort sentiment de dépossession exprimé par les enquêtés à travers une politique inclusive.

Thème de réflexion 2 : Lutter contre le vol de bétail pour réduire le risque sécuritaire

Le facteur *risque sécuritaire* le plus considéré par les enquêtés se rapporte à la question du vol de bétail. L'enquête montre également que le caractère transfrontalier de ce banditisme est perçu comme une cause d'instabilité régionale. L'aide à la réduction du vol de bétail agirait en conséquence comme un facteur de réduction du risque sécuritaire.

Le fichage et le traçage des troupeaux à l'aide des nouvelles technologies numériques peuvent être une option. Notons qu'il existe au Sénégal de nombreuses jeunes entreprises dans le domaine de la création d'applications et de logiciels. Des jeunes issus de ces communautés initient déjà, tant pour la vente que pour la surveillance, des expériences dans cette direction. De la même manière, outre l'établissement d'espaces interprofessionnels de dialogue, le développement des outils technologiques de suivi des bétails peut aussi contribuer à régler la question des conflits entre agriculteurs et pasteurs. Les premiers se plaignant du pillage (volontaire) de leurs champs par les troupeaux de leurs voisins.

Thème de réflexion 3 : Développer des politiques binationales en faveur des zones frontalières

Le facteur *politique* des enjeux sécuritaires est loin d'être négligeable. De fortes demandes sont exprimées, tout d'abord au niveau des relations inter-États. On enregistre dans la zone Nord une demande

d'intensification des échanges entre les deux rives. Il apparaîtrait ainsi nécessaire d'approfondir la politique officielle de collaboration entre le Sénégal et la Mauritanie, notamment en poursuivant des objectifs communs de facilitation infrastructurelle (par exemple, la réalisation de ponts et de bacs pour rendre plus fluide la traversée du fleuve Sénégal) et de gestion concertée de la frontière.

Dans cette perspective, la création d'un guichet communautaire et paritaire binational dans lequel les populations pourraient avoir un avis consultatif et un rôle d'alerte pour exprimer aux décideurs leurs besoins, pourrait être envisagé.

Thème de réflexion 4 : Appuyer les capacités de résilience déjà présentes au sein des communautés

Les facteurs de *résilience face à l'extrémisme violent*, outre leurs aspects économiques ou politiques, se conjuguent aussi avec des paramètres sociaux. En ce sens, il est apparu de manière claire que les institutions éducatives, religieuses (surtout le leadership religieux confrérique) et culturelles sont perçues en tant qu'espaces privilégiés de passation de messages forts et préventifs comme les leviers majeurs de la résilience dans les zones nord et est du pays. Hélas, jusque-là, elles sont demeurées les parentes pauvres des solutions militarisées apportées à la menace du radicalisme violent.

Cela suppose que leurs capacités d'action soient promues et améliorées, sans néanmoins oublier de s'interroger sur le caractère conservateur que ces institutions et forces sociales peuvent avoir (notamment en direction des femmes et des jeunes) et sur certaines formes d'inégalités sociales liées aux stratifications sociales de castes, singulièrement dans la zone Nord.

A la suite d'un travail d'identification, les autorités pourraient appuyer les leaderships et structures d'encadrement éducatif, religieux et culturels pour les accompagner à agir aussi bien contre les risques de l'extrémisme violent, mais aussi contre les déséquilibres sociétaux qui vulnérabilisent les différents membres de leurs communautés. Ces catégories vulnérables devraient aussi être épaulées pour faire face à l'extrémisme violent et pour faire évoluer le cadre social et juridique qui perpétue leur vulnérabilité.

Il naîtrait de ces soutiens à la transformation sociale des espaces de citoyenneté éclairée, émancipée et à même de s'auto-défendre contre les manipulations extrémistes. Pour les catégories vulnérables (femmes, jeunes et castés), ces mesures favoriseraient une citoyenneté locale et nationale plus affermie et exprimable dans un espace formel et institutionnel dédié : l'espace public politique.

Thème de réflexion 5 : Valoriser l'identité frontalière pour réduire la césure avec l'espace national

Les facteurs *relations intercommunautaires et transfrontaliarité* de l'insécurité devraient également convaincre d'engager un certain nombre de mesures qui paraissent vitales. Tout d'abord, l'enclavement qui est fortement ressenti dans les communautés frontalières génère un sentiment de césure entre l'espace frontalier et l'espace national. Cela représente un risque important en termes de sécurité et d'intégrité territoriales. Singulièrement dans la zone Est, les populations mettent en cause la continuité territoriale du service public, notamment l'accès à l'électricité, l'eau, le téléphone. L'accès aux chaînes nationales de télévision et de radio demeure également difficile. Dans le Nord comme dans l'Est, les journaux peuvent arriver avec un à deux jours de retard. Dans le sillage des demandes exprimées par les

enquêtés, une meilleure attention à la présence et visibilité symbolique de l'État dans les zones frontalières serait bénéfique.

Ces mesures pourraient être couplées à la réalisation de programmes culturels faisant la promotion de la paix entre les différentes communautés frontalières. Des festivals pourraient ainsi facilement être créés pour célébrer la dimension sociale et culturelle de la frontière. Ce facteur a été très positivement souligné par les enquêtés. Ces festivals pourraient être placés sous l'auspice de la célébration des patrimoines partagés (variétés de culture, techniques agricoles, aliments, musique, religions, danses, histoire politique et intellectuelle, etc.). Ils constitueraient des liants entre populations frontalières, et donc des cadres de développement de communautés résilientes, mais aussi des occasions régulières de repositionnement dans l'espace national à travers des moments d'attractivité, de partage et de joie qui faciliteraient par exemple le tourisme.

En réponse au besoin régional d'analyse

Thème de réflexion 6 : Se doter de moyens pour mieux comprendre, prévenir et agir de manière concertée

Cette recherche collégiale à l'échelle régionale témoigne de l'importance de promouvoir un outil de recherche, de diagnostic, de prévention et de prospective en partenariat avec les services publics de la recherche et les institutions régionales et continentales (CEDEAO, UEMOA et UA). Cet outil permettrait de générer des messages d'alerte tout en précisant les leviers efficaces d'actions à développer en réponse aux risques d'insécurité et d'extrémisme violent. Il permettrait, par son caractère civile, voire civique, une optimisation des ressources multisectorielles mobilisables. En complément, la promotion d'un dialogue politique et social sur les valeurs en circulation dans la zone Sahel, sur la base de protocoles certifiés de repérage, puis de dispositifs inclusifs de partage avec l'opinion et les décideurs, constituerait une ressource forte de résilience.

Dans cet esprit, deux projets majeurs existent et sont portés par l'Observatoire africain du religieux de l'université Gaston Berger de Saint-Louis :

- de Baromètre des valeurs sociopolitiques et religieuses dans le Sahel ;
- de revue pour les chercheurs mais aussi pour les observateurs et les décideurs : *L'Année religieuse de l'Afrique*.

L'appui apporté à un tel dispositif d'ensemble (recherche/dialogue social), notamment par les institutions de paix et de développement issues de la seconde guerre, aurait deux incidences majeures à court et moyen terme :

- il constituerait un signal fort de reconstruction d'un nouvel ordre international davantage inclusif. Ce caractère inclusif permettrait d'agir sur la propagande jihadiste et de rogner son attractivité politique elle-même basée sur le sentiment d'une iniquité des relations internationales.
- il contribuerait à la capitalisation, dans la durée, des ressources humaines et scientifiques ayant été mobilisées dans le cadre de cette étude.

© 2016 – Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)

La reproduction de l'intégralité ou d'une partie de cette publication est sujette à autorisation écrite ainsi qu'à mention de son origine.



**From
the People of Japan**



*Empowered lives.
Resilient nations.*